

LA POLOGNE AU CŒUR DE L'EUROPE

GEORGES MINK

LA POLOGNE
AU CŒUR DE L'EUROPE

De 1914 à nos jours

HISTOIRE POLITIQUE
ET CONFLITS DE MÉMOIRE

BUCHET • CHASTEL

Poème de Julian Tuwim, page 9 :

Kwiaty Polskie, 1949

Julian Tuwim text

© Fundacja im. Juliana Tuwima i Ireny Tuwim 2006

© Libella, Paris, 2015.

ISBN : 978-2-283-02901-5

À la mémoire de Bronisław Geremek

O, ci historycy historii,
Rymarze « glorii » i « wiktorii »
Gęsi skrzeczące na zapłotkach
O swych kapitolńskich przodkach !
O, historyczne rymochlasty,
« Patosem dziejów » rozegzone,
Skrzydlate szkapy, zaprzężone
W dziejowy rydwan drabiniasty !
Dalej będziecie Polskę włóczyć
Po « szlakach », « misjach », « przeznaczeniach » ?
[...]
Zamiast historii rozbuchanej,
Może by trochę dla odmiany,
Botaniki lub geografii ?
[...]
A dzień dzisiejszy tusty, świeży :
To – dla was. To wynagrodzenie
Za patriotyzm i natchnienie
[...]

Julian Tuwim,
Kwiaty Polskie, 1949

Oh, ces hystériques de l'histoire
Qui font rimer la « gloire » et les « victoires »
Ces oies qui criaillent dans la basse-cour
En invoquant leurs ancêtres du Capitole
Oh, ces « poètes » historiens
Excités par le « pathos du passé »
Les percherons ailés
Harnachés dans une charrette de l'histoire
Qui feront vagabonder encore plus la Pologne
Sur le « piédestal de la glorieuse histoire »,
Ils accompliront une nouvelle « mission »
pour suivre « le destin (héroïque) »
[...]
Mais à la place de cette histoire déchaînée
Ne vaudrait-il pas mieux pour changer
Un peu de botanique ou de géographie ?
[...]
Et ce jour d'aujourd'hui, frais et grassouillet
C'est une récompense pour eux
En rétribution du patriotisme
et de l'exaltation du passé¹

Julian Tuwim,
Les Fleurs polonaises, 1949

1. Notre traduction.

Introduction

Il y a de cela vingt-cinq ans, j'écrivais que les Polonais avaient le « vertige de l'histoire¹ ». Il s'agissait bien de décrire un rapport dynamique entre le récit historique et les expressions mémorielles qui poussaient les Polonais à agir. J'ai cité alors un poète de Cracovie, Adam Zagajewski². Et les poètes polonais sont souvent comme des sismographes qui enregistrent les secousses résultant de la rencontre, dans le champ politique, des deux plaques tectoniques que sont l'histoire nationale et la mémoire collective. Je disais alors : « La Pologne est toujours en proie à ses démons historiques. Plus exactement les Polonais constituent une nation-histoire. Ils n'ont pas besoin de pratiquer la rétrospection, leur présent est confondu avec leur passé. Et au poète de l'expliquer ainsi : Ils sont littéralement dévorés par le complexe du "royaume assassiné". C'est le "royaume des Jagellon, dont la tache s'étalait crânement sur la carte de

1. *La Force ou la Raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, Paris, La Découverte, 1989.

2. Adam Zagajewski, né en 1945 à Lviv (Lwów), participe au courant poétique de Cracovie la Nouvelle Vague, lauréat de très nombreux prix littéraires, régulièrement listé parmi des candidats potentiels au prix Nobel de littérature.

l'Europe¹», qui contraste douloureusement avec les “restes d'un pays coupé en trois, ou encore devenu plus tard colonie d'un empire totalitaire, toujours gouverné par un vice-roi”. “Ce mythe unit.” “C'est le trésor, la compensation dont la malencontreuse destinée historique a gratifié les Polonais.” C'est un trésor parce qu'il représente l'héritage mythique, “partout ailleurs repoussé, dévoré par le ratio, par la technique, par l'anonymat de la vie ‘moderne’”² ».

Cette réflexion, sans doute trop essentialiste, coïncidait avec la sortie en 1989 de la Pologne – par la voie pacifique – du régime soviétique, grâce à la sagesse et dans l'intérêt des représentants de deux camps, des réformateurs du parti communiste et des négociateurs modérés du syndicat Solidarność. Tout au long de ces années d'après-communisme, cette « obsession par l'histoire » se retrouvait dans le nombre de livres d'histoire publiés, dans des tirages qui feraient pâlir de jalousie les éditeurs étrangers, dans l'intensité des débats sur les différents épisodes de l'histoire polonaise – qui, parfois, généraient toute une gamme de violences, des joutes verbales aux menaces physiques. Enfin, le poids de l'histoire surprend par cette pulsion que certains politiciens ont d'en faire un miroir pour légitimer leurs décisions, voire un instrument de la politique interne comme étrangère. L'un des plus grands historiens polonais a dit un jour que la Pologne contemporaine est « gouvernée par les cercueils ». Une métaphore qui en dit long sur le poids des références historiques dans la vie politique. Ce sentiment de l'exceptionnalité de l'histoire de la Pologne s'empare aussi des

1. Adam Zagajewski, *Solidarité, solitude*, Paris, Fayard, coll. « Est », p. 105.

2. *Ibid.*

observateurs étrangers. La Pologne serait ainsi le « cœur de l'Europe », comme il est dit dans un célèbre ouvrage de Norman Davies, le plus connu des historiens anglosaxons travaillant sur l'histoire polonaise, ou encore « le phénix de l'Europe¹ », dans une publication plus récente. L'historien britannique, qui, soit dit au passage, a reçu la nationalité polonaise en 2014, a pourtant une distance empreinte d'ironie. Lors d'un débat public à Londres, comme un lecteur polonais émettait de manière très insistante des doutes sur la valeur d'une histoire de son pays écrite par un étranger, Davies a répondu que l'auteur idéal d'une histoire objective de la Pologne serait probablement un Chinois. L'un des contributeurs de la monumentale entreprise *Les Lieux de mémoire polono-allemands*, inspirée des travaux de Pierre Nora, propose un contrepoison au stéréotype de l'obsession historique polonaise en suggérant que ces lieux soient perçus avec un regard binational ou transnational. Pour abolir ce stéréotype, il suffit selon cet auteur de croiser les histoires (*l'histoire croisée*) et de les comparer pour neutraliser la passion de l'unicité et la tentation d'héroïser sa propre histoire².

Ce qui peut surprendre pourtant c'est que tout au long de ces vingt-cinq dernières années, les Polonais reprocheront

1. Norman Davies, *Heart of Europe, A short History of Poland*, Oxford Oxford University Press, 1984, ou Serge Sur, Introduction « La Pologne ou le phénix de l'Europe », au dossier « La Pologne au cœur de l'Europe », *Questions internationales*, n° 69, septembre-octobre 2014.

2. Martin Aust, « Polska obsesja historyczna ? Jak *histoire croisée* i komparatystyka pozwalają zrewidować pewien stereotyp » (« L'obsession polonaise de l'histoire ? Comment l'*histoire croisée* et le comparatisme permettent de réviser un stéréotype »), in Robert Traba et al., *Polsko-niemieckie miejsca pamięci* (Les Lieux de mémoire polono-allemands), Varsovie, Scholar, 2013. Voir aussi l'ouvrage qui inspire cette démarche : Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004.

à d'autres Polonais d'avoir raté, involontairement ou délibérément, une rupture révolutionnaire avec l'ancien régime. Pour les adversaires de la sortie négociée du communisme c'était un abandon délibéré et immoral de la justice transitionnelle, en d'autres termes une tolérance coupable vis-à-vis de l'insertion des bourreaux communistes dans le régime démocratique. Ils se déchireront à chaque confrontation électorale autour de l'interprétation contradictoire de ce qui s'est passé en 1989 et des conséquences induites. Comment en est-on venu à cette revanche de la mémoire qui divise en réinterprétant l'histoire, à cette incapacité de se réjouir unanimement d'une telle victoire ? Mais n'est-ce pas là une tendance générale ? Au sujet d'une autre date heureuse pour les Polonais, celle de la fin de la Première Guerre mondiale, les querelles sont tout aussi ardentes, et se poursuivent jusqu'aujourd'hui.

Rappelons que la guerre de 1914-1918 fut pour les Polonais, de la gauche socialiste à la droite nationaliste extrême, une chance à saisir pour une renaissance nationale et une restauration de l'État. Seuls les communistes tentèrent d'en faire, sans succès, une future république soviétique. Pourtant, au lieu de se réjouir des efforts simultanés des deux grands chefs politiques, Józef Piłsudski et Roman Dmowski, on se disputera âprement les droits d'auteur de la victoire – déchirant, pour longtemps, sinon pour toujours la toile de la culture politique.

Cette querelle s'exprimera, par exemple, dans une controverse quant à la date de naissance de la Pologne restaurée. À partir de 1937, un décret désignait le 11 novembre comme fête nationale et jour chômé ; il consacrait la légende héroïque de Piłsudski par la formule suivante : « [Il s'agit] d'un jour lié pour l'éternité au nom de Józef Piłsudski, chef

invincible de la Nation dans les combats pour la liberté de la Patrie. »

Cela n'enchantait pas Roman Dmowski et ses partisans qui réclamaient pour leur chef la reconnaissance de son rôle décisif dans le recouvrement par la Pologne de sa souveraineté. Pour les contrer, les historiens du camp de Piłsudski ont eu recours à un argument d'exclusion : l'indépendance de la Pologne ne devait rien aux démarches entreprises dans les chancelleries des pays étrangers, mais elle a été obtenue par le sabre et l'effort surhumain de Piłsudski et de ses fidèles.

Dans un texte de 1925, Dmowski a contre-attaqué, en proposant un autre récit historique. Son but aurait été d'obtenir l'écroulement des empires centraux (Prusse et Autriche-Hongrie) et sa diplomatie a grandement contribué à atteindre cet objectif. Les historiens proches de Dmowski expliquaient qu'il fallait déconnecter la date du 11 novembre des prétendus mérites exclusifs de Piłsudski et proposer une autre césure dans le calendrier. On avança le 28 juin 1919, le jour de la signature du traité de Versailles, auquel Dmowski avait contribué par son action diplomatique en tant que représentant de la Pologne.

Un certain nombre d'intellectuels s'interrogent sur le pourquoi de ces controverses, comme si les Polonais étaient incapables de se réjouir de leurs victoires, préférant se complaire dans des disputes stériles.

Pourtant la réponse s'impose d'elle-même. La mémoire de ces césures historiques est en permanence confrontée à des récits contradictoires, à des bilans contrastés, pour, au fond, servir les acteurs des luttes politiques. Depuis la fin du communisme en Pologne, l'histoire s'est vu attribuer un statut spécial parmi les sciences sociales. Pour plusieurs raisons dont la plus importante est certainement le besoin du public de « récupérer » son histoire, balayée des manuels et

des ouvrages par la censure communiste. Mais aussi parce que les clivages d'interprétation des différents épisodes de l'histoire sortent du champ académique pour alimenter les interactions politiques et citoyennes. L'histoire n'est pas (ou n'est plus), comme sous le communisme, un ciment consensuel de la réconciliation des différents secteurs de la société civile et politique polonaise. Ses reflets différenciés dans la mémoire sociale – ne faudrait-il pas utiliser ici le pluriel, des mémoires ? – deviennent des armes de division et un instrument de gouvernance. Comme il s'agit d'un phénomène dont la Pologne est loin d'avoir le privilège exclusif, cela n'a pas échappé à l'analyse scientifique, et des centaines d'ouvrages, à travers le monde, s'attaquent à la question du rapport entre l'écriture de l'histoire et au fonctionnement de cette dernière dans son rapport aux enjeux mémoriels.

L'ESPRIT DE L'OUVRAGE :
LA RELATION ENTRE LE RÉCIT HISTORIQUE
ET LES USAGES POLITIQUES DE L'HISTOIRE

L'inflation des travaux sur la mémoire et l'histoire impose d'abord une certaine précision conceptuelle : de quoi parle-t-on précisément ? Par ailleurs, quels sont les enjeux qui sous-tendent les rapports entre les histoires nationales et les mémoires ? Qu'est-ce qui provoque une telle amplification de la gestion étatique nationale du passé et de ses effets pervers ?

La « fabrique » de l'histoire obéit à des règles académiques très strictes qu'un historien sérieux se doit de respecter. Le concept de « mémoire » que nous adoptons décrit les représentations de l'histoire, une sorte d'*histoire spontanée*, que tout un chacun se fabrique sous l'influence de son vécu, de

sa transmission générationnelle, de l'impact qu'ont sur sa personne les médias et les narrations des *entrepreneurs de la mémoire* (journalistes, politiques, juges, ONG, etc).

S'il est nécessaire de distinguer les concepts d'histoire et de mémoire, tels qu'utilisés dans les sciences sociales, il ne faut pas tomber dans le piège courant de l'opposition entre l'histoire et la mémoire. Depuis les « lieux de mémoire » de Pierre Nora (1984), les historiens traitent de la mémoire avec le même sérieux que de l'histoire au sens positiviste de ce terme, certains considèrent même que la mémoire collective fait partie de l'histoire. Dans un livre récent, réunissant vingt-cinq historiens français autour des guerres françaises de mémoire, on rappelle qu'en 1987 Pierre Vidal-Naquet invitait ses confrères à « réfléchir sur la mémoire, à tirer parti des transformations qu'elle apporte à la représentation du passé ». Les directeurs de cet ouvrage s'étonnent : « Comment douter encore que l'histoire influence la mémoire et vice versa¹ ? » L'évidence aujourd'hui s'impose. Les historiens qui produisent des récits obéissant à certaines règles pré-établies, et communément partagées par leur corporation, savent que la mémoire conçue comme une représentation de *ce qui se serait passé* n'est pas sans effet sur les récits académiques sur *ce qui s'est passé*.

Prenons le cas polonais. Le renouvellement des recherches sur la participation d'un certain nombre de Polonais à l'extermination des Juifs en 1941 n'aurait peut-être pas pris une telle ampleur si Jan Tomasz Gross n'avait pas exhumé les témoignages mémoriels de 1945-1946, produits à l'occasion du procès de bourreaux de Jedwabne, produisant une onde de choc qui a largement dépassé les cercles de l'intelligentsia polonaise. Et surtout, en déclenchant une

1. Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson, *Les Guerres de mémoires*, Paris, La Découverte, 2008, p. 16.

vague de recherches sur les pogromes survenus à l'occasion du retrait des Soviétiques de la façade orientale de la Pologne. On a pu alors observer un véritable télescopage entre une histoire nationale glorieuse et les effets des récits mémoriels de quelques survivants, amplifiés par un ouvrage – certes critiqué pour les libertés prises par l'auteur avec les règles académiques. Mais cela vaut aussi pour l'Ukraine et la Russie : les nouvelles recherches sur la Shoah sont stimulées par la redécouverte du rôle des « *bystanders* » – ces témoins présents passivement ou activement lorsque sont perpétrés des crimes de masse –, à travers la multiplication des récits mémoriels sur la Shoah par balles, collectés par le père Desbois. Mais les témoignages des *bystanders*, est-ce de l'histoire ou de la représentation de ce qui s'est passé ? Entre la Russie et la Pologne ce sont d'abord des revendications mémorielles (le massacre des Polonais par le NKVD à Katyń, le pacte Ribbentrop-Molotov), sans statut scientifique, qui débouchent sur la « Commission des questions difficiles » (Komisja do spraw trudnych), parente proche des commissions germano-polonaise, germano-française, germano-israélienne, polono-ukrainienne. Toutes sont composées de spécialistes qui s'efforcent de juxtaposer les récits historiques suivant les règles et les normes académiques.

Le rapport entre l'histoire nationale et la mémoire peut prêter à confusion : qu'est-ce qui nous intéresse ici ? Est-ce l'histoire (nationale) telle qu'elle se reflète dans la mémoire (ou dans les mémoires plurielles) ? Il ne faut pas oublier que lorsqu'on parle de mémoire, on doit distinguer ses multiples manifestations : mémoire individuelle, de groupe social, collective au sens d'un lien social de groupe, locale ou centrale (nationale). Il y a toutes les tonalités de la mémoire : mémoire des vaincus et des vainqueurs, mémoire joyeuse et festive, mémoire endolorie, mémoire des dominants et des

dominés. Ajoutons que les récits mémoriels se différencient dans la même population selon qu'ils font l'objet d'une transmission par les canaux sociaux comme les médias ou l'école, ainsi institutionnalisés, ou qu'ils demeurent dans la sphère privée avec un contenu souvent opposé au cadre social imposé d'en haut. Ces mouvements de *top down* et de *bottom up*, en interaction dans les systèmes démocratiques, ne se rencontrent pas dans les systèmes politiques autoritaires. Dans les systèmes de type soviétique, où l'on a vu fleurir une « économie parallèle », le sociologue hongrois Elemér Hankiss a parlé de « société parallèle », une sorte d'îlot de société civile libre dans un environnement soviétique autoritaire. Il n'est pas exagéré de dire qu'il y avait aussi une sorte de « mémoire parallèle » contenant les représentations historiques interdites par le pouvoir. À ce propos a été inventée l'appellation de « pages blanches » dans l'histoire nationale soviétisée. Comblers les pages blanches (c'est-à-dire censurées par le pouvoir), tel était l'objectif des intellectuels polonais en créant une Université volante pour y enseigner la « vraie histoire ». Mais il ne s'agissait pas de pages blanches dans la mémoire, ou dans les mémoires particulières. Le pouvoir communiste ne pouvait pas contrôler la mémoire.

Il en va de même de la question des mémoires multiples de la Seconde Guerre mondiale. Un exemple a récemment refait surface en Pologne. Est-ce que l'ethnie du Nord de la Pologne, les Kachoubes – dont est issu l'ex-Premier ministre polonais, et, depuis décembre 2014, président du Conseil européen, Donald Tusk –, possède la même mémoire de la Wehrmacht que l'intelligentsia polonaise, patriote, durement éprouvée par l'occupation nazie ? On n'oublie pas que les hommes de cette ethnie y étaient enrôlés de force et parfois y entraient bénévolement, en tant que groupe d'origine non slave. On se souvient de l'instrumentalisation

de cette différence par l'un des dirigeants les plus en vue du parti PiS (Droit et Justice), Jacek Kurski, à l'occasion de la campagne présidentielle de 2005 en Pologne. Car, pour nourrir leur version de l'histoire nationale, ce n'est pas la mémoire des violences exercées par les Allemands contre les Kachoubes réfractaires qui a été privilégiée, mais bel et bien l'héroïsation mémorielle du comportement des résistants polonais.

On peut suggérer une autre perspective, à savoir celle de la mémoire telle qu'elle infléchit les travaux sur l'histoire nationale. Les victimes du communisme, groupe porteur d'une certaine mémoire, voudront trouver des faits historiques avérés, comme les noms des agents et des collaborateurs, dans les archives des Instituts de la mémoire nationale établis dans tous les pays postcommunistes comme auxiliaires de la justice transitionnelle. Ils demandent aux historiens de faire ce travail. Et pour ne prendre qu'un exemple d'une autre dictature, les descendants des Républicains espagnols voudront matérialiser et officialiser par des preuves tangibles la mémoire refoulée dans la sphère privée par les accords du pacte de la Moncloa, qui a permis une entente politique entre des adversaires en apparence irréductibles, monarchistes et républicains, communistes, socialistes d'un côté et franquistes de l'autre. Voici que l'histoire nationale officielle dominée par la consigne du pacte « Amnésie et amnistie », incomplète car imposée par le vainqueur, est ensemencée pour être complétée par des porteurs d'une mémoire contrainte à la clandestinité.

Cette mémoire, tout comme les récits académiques, peut faire l'objet de divers usages. De plus en plus, les usagers de l'histoire et de la mémoire sont des acteurs institutionnels étatiques. De plus en plus, aussi, les enjeux mémoriels sont exportés dans des arènes internationales pour maximaliser les bénéfices internes. La politique étrangère des États peut

évoluer, dans l'interaction avec d'autres États ou des institutions transnationales, soit vers un affrontement mémoriel, soit dans le sens d'un processus de réconciliation.

Cette mise en relation de l'histoire et de ses usages via des écrans mémoriels constitue la valeur ajoutée de cet ouvrage et son originalité. Si le lecteur se demande quel est l'intérêt de lire cette histoire, c'est précisément cette grille de lecture qui devrait le motiver. Il trouvera ici une histoire vérifiée à travers les travaux d'historiens professionnels et, en même temps, des éclairages sur la vivacité de cette histoire dans le corps politique polonais et dans son opinion publique. Les usages de cette histoire nous disent beaucoup sur la société polonaise et sur ses élites politiques. Bien au-delà de cette corrélation entre ce qui s'est passé « probablement » et les interprétations de ce qui s'est passé, le lecteur pourra voir la fonction politique et sociale des narrations historiques. Certaines dates ont plus d'importance que d'autres dans ces récits dynamiques, que ce soit 1918, 1939, 1943, 1944, 1956, 1968, 1970, 1975-1976, 1980-1981, 1989. Il s'agit de dates nodales qui sont au seuil des régressions ou, au contraire, des accélérations des temporalités. J'ai pris soin de connecter ces dates au contexte international sans lequel on ne comprend pas les évolutions internes et les enjeux qui se poursuivent au-delà des événements.

Écrire l'histoire de la Pologne sans tenir compte de ces interactions entre le passé et le présent, entre les récits académiques et les narrations mémorielles, est réducteur pour un sociologue de la politique. La fabrique de l'histoire se trouve au centre de ces jeux interactifs entre l'histoire et la mémoire.

Pour composer cet ouvrage, j'ai notamment repris et adapté certains essais écrits auparavant. L'étude de 1956 vient en partie de l'introduction à l'ouvrage *1956, une date européenne*. Elle montre la variation des usages d'un événement capital pour la Pologne dans une interaction transnationale¹. L'essai sur 1968, qui n'a été publié que dans sa forme électronique, montre les interconnexions entre l'année des révoltes dans le monde et la révolte estudiantine en Pologne². Certains des passages de ce livre sont éclairés par mon expérience d'acteur ayant participé aux événements analysés. Il s'agit surtout des années 1964-1968 et des années 1976-1989. Ma conviction est que cette attitude de « spectateur engagé », selon la belle autodéfinition de Raymond Aron, permet une analyse plus juste.

J'ai opté pour le suivi d'une double piste narrative. Il s'en dégage un rapport dynamique entre l'histoire et la sociologie politique de la mémoire. Les faits sont décrits chronologiquement et s'appuient sur l'analyse des manuels les plus récents de l'histoire de la Pologne³. En parallèle, le lecteur peut observer comment cette histoire est recyclée dans les enjeux mémoriels du présent. Le trait d'union entre ces deux pistes s'établit grâce à l'identification des causes mémorielles utilisées par les hommes politiques. Le choix de débiter en 1914 pour amener les événements jusqu'à nos jours sur plus d'un siècle n'est pas dénué de sens. Pendant cette période la Pologne moderne renaît, passant par de lourdes épreuves humaines et de graves destructions matérielles, des séquences de modernisation analogues à

1. Georges Mink, Marc Lazar et Mariusz J. Sielski (dir.), *1956, une date européenne*, Lausanne, Société historique et littéraire polonaise/Les Éditions Noir sur Blanc, 2010.

2. In *Histoire@Politique*, revue électronique du Centre d'histoire de Sciences Po, n° 6, septembre-décembre 2008.

3. Voir la liste dans la bibliographie à la fin de l'ouvrage.

INTRODUCTION

celles qui englobent l'Europe de l'Ouest (1918-1939), puis une modernisation à la soviétique (1945-1989), sorte de mal-développement. La dernière séquence voit revenir la Pologne dans le giron des économies libérales (1989-2014) et à une nouvelle forme de modernité.

Paris, Varsovie, Methoni, Paris,
2011-2015

Remerciements

Quelques-uns de ces portraits et de ces fiches de synthèses ont été élaborés en coopération avec Amélie Zima, une jeune chercheuse dont j'ai dirigé la thèse de doctorat. Elle a aussi retapé et revu plusieurs parties du texte et m'a aidé à concevoir et à organiser les annexes. Sans cette aide, aussi compétente que précieuse, cet ouvrage aurait probablement dû attendre plus longtemps encore avant de quitter mes tiroirs et mes fichiers informatiques. J'ai contracté une dette particulière vis-à-vis de Jeannie Berger qui, comme d'habitude, a offert beaucoup de son temps, pour être une relectrice attentive et expérimentée.

La relecture de l'ensemble du manuscrit sous l'angle de la conformité à l'état du savoir historique est dû à mon ami de toujours, Andrzej Paczkowski. Il a sacrifié plusieurs semaines de ses vacances en avril 2014 à m'aider à rectifier certains éléments de la narration historique et à discuter certains de mes points de vue avec lesquels il était en désaccord. Nos débats ont concerné notamment l'appréciation du rôle que joue aujourd'hui en Pologne l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Pascal Bonnard a bien voulu m'offrir ses lumières informatiques, pour organiser les différents éléments hétérogènes du texte en une maquette informatisée cohérente.

En dehors de ces personnes, directement impliquées dans la relecture de mon manuscrit, je souhaite remercier ici les amis et les collègues qui, sans se rendre compte probablement de leur impact sur mes réflexions, au détour d'une conversation, à l'occasion d'une conférence ou d'un débat, ou d'un film documentaire, m'ont aidé à progresser. Parmi eux surtout Ewa Bérard-Zarzycka, Ola Hnatiuk, Elżbieta Janicka, Sandrine Lefranc, Virginie Linhart, Marie-Claude Maurel, Dominique Colas, Paweł Machcewicz, Andrzej Friszke, Jerzy Eisler, Marcin Frybes, Pierre Kende, Marc Lazar, Marcin Kula, Andrzej Krawczyk, Benjamin Stora, Jiri Vecernik, Michel Dobry, Petr Uhl, Eyal Sivan, Georges Sokoloff, Jean-Charles Szurek, Gérard Wild. Parmi eux Edmund Wnuk-Lipiński, qui a déjà préfacé la traduction en polonais de mon ouvrage *La Force ou la Raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)* (paru en 1989), avec qui j'ai entretenu d'étroites relations de collaboration, notamment à travers les enseignements en commun au Collège d'Europe à Natolin. Il est malheureusement décédé le 4 janvier 2015, avant de pouvoir lire ce livre que nous avons discuté pendant l'hiver 2013-2014. Ce livre porte aussi des traces de cette amicale complicité.

Deux amis surtout m'ont offert, à chaque rencontre, une part de leur intelligence et un souffle nouveau, pour me faire avancer : Adam Michnik et Bronisław Geremek. La fin tragique de ce dernier a été pour moi, comme pour beaucoup, une vraie catastrophe intellectuelle. J'aurais tant aimé qu'il puisse lire ce livre et le commenter. C'est la raison pour laquelle c'est à lui que je tiens à dédier ce livre.

Je ne peux omettre ici de parler du petit groupe de mes ex-doctorant(e)s, lequel(le)s pour la plupart sont devenu(e)s mes collègues au point de poursuivre désormais ensemble des recherches collectives ou des coopérations ponctuelles. Les échanges continus ou les conversations furtives avec ces

REMERCIEMENTS

jeunes scientifiques m'ont permis de maintenir mon esprit en éveil permanent – ce qui me conduit ici à exprimer ma reconnaissance à Laure Neumayer, Dorota Dakowska, Sandrine Devaux, Justine Balasinski, Mathilde Darley, Christine Normann, Marketa Sedlackova, Philippe Perchoc, Frédéric Zalewski, David Emler, Pascal Bonnard, Jana Vargovcikova auquel(le)s s'ajoutent celles et ceux dont j'ai suivi les travaux sans les diriger, tels Cécile Jouhanneau, Cédric Pellen, Jérôme Heurtaux, Valentin Behr, Dorota Szeligowska. Plus généralement, je dois beaucoup aux animateurs de divers cadres institutionnels : les participants à notre séminaire doctoral de Sciences Po, les collègues de l'Institut des sciences sociales du politique (anciennement Laboratoire d'analyse des systèmes politiques), les ex-membres du Centre français de recherche en sciences sociales de Prague, les collègues du Collège d'Europe, les chercheurs de l'équipe de recherche sur « la circulation internationale des grammaires de la réconciliation » et les collaborateurs du projet franco-polonais Harmonia 5, de l'Académie polonaise des sciences, etc. Le climat d'échanges académiques créé par le réseau ISTME du programme européen COST sur la mémoire transculturelle en Europe est pour beaucoup dans la continuité de ma réflexion sur le rapport de la mémoire à l'histoire et à la politique. Je tiens à mentionner ici deux collègues, Barbara Törnquist-Plewa et Carlos Closa Montero, avec qui j'ai dans ce cadre une très fructueuse collaboration.

En dehors du champ académique à proprement parler, il me reste à me tourner vers mes proches : sans les encouragements de Cécile Sakai, et le soutien « ironique » de mon fils Théo, ce livre n'aurait pas vu le jour. Toutefois, et bien entendu, personne ne peut partager avec moi la responsabilité de cet ouvrage, surtout celle des erreurs que j'ai pu commettre. Le sort de ce livre dépend désormais exclusivement du jugement de ses lecteurs.

Chapitre 1

1914-1918 : Renaissance d'une Nation, construction d'un État moderne, reconfiguration de la scène politique

RENAISSANCE D'UNE NATION.
AU SEUIL DE LA GRANDE GUERRE

En 1914 le territoire de l'ancienne Pologne se trouve divisé en trois parties, chacune sous la coupe d'une puissance étrangère : la Russie, la Prusse et l'Autriche. C'est le résultat de trois partages consécutifs (1772, 1793, 1795) et du congrès de Vienne (1815), qui statue sur le partage du duché de Varsovie, créé grâce à la marche vers l'est de Napoléon.

Tout au long du XIX^e siècle les élites polonaises ne perdent jamais l'espoir de retrouver une pleine souveraineté. De l'intérieur du pays, comme de l'extérieur, elles agissent dans ce sens. Plusieurs insurrections armées (1830, 1846, 1863) portent, en vain, cette aspiration. Les Polonais participent à plusieurs fronts extérieurs en espérant transformer leur participation en un avantage pour la cause de l'indépendance. Les généraux Jan Henryk Dąbrowski, Józef Zajączek, Józef Chłopicki rejoignent les armées napoléoniennes, Józef Bem, Józef Wysocki et Henryk Dembiński participent aux événements de 1848 en Hongrie, Jarosław Dąbrowski et Walery Wróblewski sont commandants de la Commune de Paris (1871), le commandant en chef de l'armée du royaume de

Piémont-Sardaigne est le général Wojciech Chrzanowski. Le grand poète romantique polonais, Adam Mickiewicz, rêve de l'embrassement généralisé des peuples, notamment lorsqu'il enseigne au Collège de France, supposant que cet embrassement affaiblirait les empires et apporterait l'autodétermination à son pays. À Rome, il forme une Légion polonaise, puis il se rend en Turquie, pour contribuer à l'effort militaire des patriotes polonais, alliés à la cause antirusse de l'Empire ottoman (guerre de Crimée, 1853-1856). Il y meurt en 1855.

Quelques années plus tôt, a lieu, grâce à l'avancée des armées napoléoniennes vers l'est, un bref épisode d'indépendance étatique (de 1807 à 1813), dans un espace géographique réduit à une partie de la Pologne occupée par la Prusse. Napoléon soutient les revendications des Polonais en exil. Ce dernier avait besoin, en effet, des unités militaires composées des Polonais dans la Grande Armée. Leur combativité était reconnue et leur motivation s'accompagnait de l'espoir que Napoléon leur exprime sa gratitude. L'émigration polonaise a adhéré aux objectifs de Napoléon, voyant en lui précisément une chance pour la victoire de leur cause nationale. Ainsi est née, suite à la campagne contre la Prusse et la Russie, l'éphémère principauté de Varsovie. Mais le destin polonais a été aussi intimement lié aux succès et aux échecs militaires de l'Empereur. Pour beaucoup de ses alliés polonais, il incarnait aussi l'esprit de la Révolution française, et donc de la modernité européenne, et du droit à l'autodétermination des peuples dominés par les empires du Centre-Est européen.

En réalité Napoléon utilise l'énergie patriotique des Polonais plus souvent qu'il n'exprime par sa politique l'intention d'aider ces patriotes à rebâtir la Pologne dans ses frontières d'avant les partages. La Pologne lui sert trop souvent de monnaie d'échange pour établir des rapports

géopolitiques avantageux avec ses principaux ennemis de l'époque, tantôt l'Autriche, tantôt la Prusse, tantôt la Russie. Un certain nombre d'aristocrates polonais, proches de la cour impériale russe, se laissent convaincre par le tsar Alexandre I^{er}, inquiet de cette tentative de reconstruction de la Pologne sous l'égide de la France, que l'avenir d'une Pologne libre est dans une union avec la Russie. Quelques-uns des aristocrates polonais (Michał Ogiński ou Ksawery Drucki-Lubecki, mais aussi Adam Czartoryski, ami du tsar) ont prêté l'oreille aux assurances russes. Pourtant l'objectif de la manœuvre est surtout de diviser l'élite polonaise à la veille des préparatifs de Napoléon pour attaquer la Russie. Du côté français, le prince Józef Poniatowski reste fidèle à Napoléon jusqu'à sa mort pendant la retraite des armées impériales après la bataille d'octobre 1813 de Leipzig, où il reçoit le titre de maréchal de France. Face aux manœuvres russes, le discours de l'Empereur devient plus clair. Il souhaite la reconstruction de la Pologne, tout en appelant les Polonais et la principauté de Varsovie, qui *volens volens* est pour lui une sorte de protectorat, à contribuer à un considérable effort matériel et financier. Pourtant ce petit territoire subit alors une grande crise économique. Au moment du lancement de la campagne de 1812, Napoléon va même jusqu'à parler de la « deuxième guerre polonaise ». Lorsque la Grande Armée se met en marche, elle compte environ 700 000 hommes dont presque 100 000 soldats et officiers polonais.

Le bilan du soutien des Polonais à l'Empereur des Français reste discuté. Le rêve de l'indépendance adossé à l'époque napoléonienne s'évanouira avec la chute de Napoléon. Pourtant ce bref moment d'indépendance est marqué par des réformes importées de France, qui ont constitué un vrai bouleversement social, économique et mental pour les Polonais, encore engoncés dans des structures féodales.

L'introduction du Code Napoléon dans le système juridique de la Principauté a eu pour effet d'égaliser les droits de la nouvelle petite bourgeoisie avec la noblesse polonaise, cassant ainsi une structure sociale pyramidale figée, source d'animosité et de conflits. La modernisation du cadre administratif a été rendue possible par la création à Varsovie de l'École de droit et d'administration. Les aspirations indépendantistes ont été exprimées pendant cette période non seulement par la noblesse mais aussi par la classe moyenne des villes qui sont alors en plein essor.

Le congrès de Vienne (1815), qui a définitivement démantelé les conquêtes napoléoniennes, a attribué à la Russie les terres polonaises au-delà du fleuve Bug. L'Autriche a conservé la Galicie, la principauté de Cieszyn (Teschin) et la Russie de Wladimir. La Prusse a gardé la Poméranie, la Grande Pologne et la Mazurie. Ce qui reste du territoire originellement polonais sert à constituer le royaume de Pologne, la république de Cracovie et le grand-duché de Posnanie, lequel *de facto* n'avait aucune autonomie. On considère cette date comme celle du quatrième partage de la Pologne.

Le royaume de Pologne est doté d'une autonomie (une Constitution et une armée, ainsi qu'un Parlement et un gouvernement indépendants), mais se trouve lié par une « union personnelle » avec la Russie. Les tsars deviennent automatiquement rois du royaume de Pologne. Cependant, ces derniers vont avoir tendance à violer ces accords, en instaurant un régime autoritaire interventionniste.

Ce système, mis en place sous la contrainte et avec une mauvaise foi de plus en plus manifeste des tsars, a poussé les patriotes polonais à déclencher, à partir de Varsovie, une insurrection en novembre 1830. Les insurgés obtiennent de la Diète la destitution du tsar Nicolas I^{er}. Mais ils échouent, en fin de compte, militairement et les Russes reprennent

Varsovie. Il s'ensuit une forte émigration politique et le tsar incorpore purement et simplement le royaume de Pologne dans les frontières de l'Empire russe en annulant au passage la Constitution. Des déportations massives et une répression violente seront le prix à payer pour ce soulèvement libertaire.

La république de Cracovie a une existence un peu plus longue. Elle est composée pour l'essentiel de la ville et des alentours. Après la défaite du soulèvement de 1846, l'Autriche annexe cette petite république.

Le grand-duché de Posnanie, dépendant du roi de Prusse, a également subi une vague de répressions après l'échec de l'insurrection de 1830.

**Encadré 1 : Romantisme ou positivisme :
catégories de distinction face à l'ennemi**

Tout au long des années de perte de l'indépendance, les Polonais recherchent des solutions à leur situation en privilégiant alternativement deux orientations opposées. L'une, « pessimiste », dicte une soumission aux lois de l'histoire interprétée comme une domination des nations qui disposent de la force sur les nations faibles. Cette orientation a pour effet de composer avec les puissances occupantes au nom de la logique du moindre mal et d'une stratégie de lents progrès vers une amélioration du sort des Polonais (positivisme polonais appelé aussi « travail organique »), mais elle conduit in fine à l'abandon de la lutte pour l'indépendance. L'autre, « optimiste », s'inspire de la tradition romantique et consiste à maintenir une disposition à la lutte pour l'indépendance, de préférence armée et clandestine.

Une grille de lecture fréquemment utilisée pour comprendre le comportement des Polonais sous domination étrangère consiste à distinguer entre des séquences d'attitudes « romantiques » ou « positivistes ». L'histoire les aurait forgées et les générations successives les auraient cycliquement reprises à leur compte, y compris après 1945¹. Certains auteurs s'aventurent à calquer cette dichotomie sur la réalité d'aujourd'hui. Lorsque le sociologue Edmund Wnuk-Lipiński explique les clivages d'aujourd'hui, il ne dit pas autre chose : « La division contemporaine (des élites polonaises) représente une sorte de logiciel permanent. C'est la division de la Pologne entre les positivistes et les romantiques. Les romantiques considèrent que la Pologne est une sorte de Christ des nations, martyrisé, encerclé par une horde de loups qui veulent l'attaquer. L'histoire est responsable de ce destin tragique. Les positivistes polonais considèrent qu'il s'agit de fantasmagories et de mythes qui détournent les Polonais du droit chemin, alors que l'important est de s'instruire, se développer et bâtir le pays, les routes, l'infrastructure, l'indépendance économique. (Aujourd'hui) le parti romantique c'est le parti Droit et Justice (PiS) autour de Jarosław Kaczyński. Le parti positiviste c'est la Plateforme civique de Donald Tusk² ».

En réalité, on utilise cette dichotomie comme une grille de lecture parce que ces ensembles alternatifs « romantisme » ou « positivisme » constituent une ressource pour inspirer (et nommer) les orientations stratégiques et les comportements.

1. Georges Mink, *La Force ou la Raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, op. cit.

2. Edmund Wnuk-Lipiński, « Mamy dzisiaj trzy Polski » (« Nous avons aujourd'hui trois Pologne »), *Rzeczpospolita*, 14-15 décembre 2013, p. 45.

Il s'agit des positions adoptées face à l'occupant étranger. Celui-ci peut être affronté de deux manières. La première consiste à lui porter des coups progressivement, de l'intérieur du système, par un travail « organique » de démantèlement de sa structure archaïque (dans cette vision l'empire est en retard sur la civilisation que portent les Polonais) : on feint alors de composer pour gagner du temps, mieux influencer le cours événementiel des choses, préparer les compatriotes au moment du déclin final. Une génération peut vieillir à attendre ce moment, et la génération suivante lui reprochera d'avoir trahi, de s'être habituée au confort de l'attentisme et d'oublier, d'abandonner le but premier, à force de s'auto-limiter et de pratiquer l'« osmose » avec l'ennemi. Lui succède alors, en quelque sorte en réaction, la seconde posture, romantique, du « tout ou rien », des préparatifs à l'affrontement par les armes, dans la clandestinité. La permanence de la référence romantique est critiquée pour son coût humain. Ses critiques rappellent les insurrections toujours défaites, avec un nombre élevé de victimes. Le bilan plaide pour le retour au « positivisme ». Et le cycle peut recommencer...

LA DIVERSITÉ DES COURANTS POLONAIS DANS LES TROIS PUISSANCES COPARTAGEANTES

Selon Wojciech Roszkowski, le dilemme du choix entre la tendance à se libérer par les armes du joug des occupants et celle qui consiste à accepter la réalité d'asservissement préoccupe un grand nombre de Polonais¹. Toujours selon le

1. Wojciech Roszkowski, *Historia Polski 1914-2005* (Histoire de la Pologne), Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2007, p. 9.

même auteur, il arrive que des Polonais confondent la coopération (les « loyalistes ») avec la collaboration. La conséquence ne peut en être que la trahison de la cause polonaise. Les loyalistes, « paient un prix élevé pour de faibles résultats ». Ceux qui rompent avec la tactique de changement par la coopération et choisissent la conspiration révolutionnaire, sacrifient, en revanche, leur vie, sans plus de résultats. Dans tous les livres d'histoire recouvrant la période de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années les plus récentes, cette question de la dichotomie « tactique » est présente. Dans son ouvrage, Ryszard Kaczmarek écrit : « La veille du déclenchement des hostilités de la guerre [1914-1918], la conscience historique des Polonais mobilisés par la cause de l'indépendance s'appuyait surtout sur la mémoire collective des insurrections nationales [...]. La mémoire des insurrections, qui s'exprima par exemple par des commémorations du deuil (de l'insurrection dite « de janvier 1863 »), était cultivée dans les trois territoires occupés, devenant ainsi un facteur d'unité, malgré la dispersion des Polonais entre les trois puissances copartageantes. » Ce même auteur souligne néanmoins que l'échec de l'insurrection de 1863, noyée dans le sang, a été le déclencheur d'une réflexion sur l'efficacité de la méthode insurrectionnelle¹. Un bref bilan de la répression suffisait à plaider pour l'abandon de la méthode insurrectionnelle. Les Russes se sont approprié 1 660 propriétés terriennes et ont imposé lourdement celles qui sont restées entre les mains polonaises. Ils ont liquidé les restes de l'autonomie territoriale et des organes de gestion locale, puis ont introduit à tous les niveaux de scolarité une pleine russification linguistique. L'Église polonaise, engagée dans la défense de la polonité, fut tout aussi durement frappée puisqu'en

1. Ryszard Kaczmarek, *Historia Polski 1914-1989* (Histoire de la Pologne), Varsovie, PWN, 2010, p. 29.

1864, l'occupant ferma une centaine de couvents, interdit certains ordres et obligea la hiérarchie à se soumettre au Collège catholique de Saint-Pétersbourg afin de mieux la contrôler. Cette mesure s'accompagnait de l'interdiction de contacts directs entre les évêques polonais et Rome. Pour affaiblir la noblesse polonaise, ferment des soulèvements, les Russes jouèrent la carte sociale en affranchissant les paysans le 2 mars 1864. On sait que l'économie rurale polonaise se trouvait entre les mains de la noblesse, les propriétaires terriens polonais profitant largement de ce servage, grâce aux contraintes des corvées, des taxes imposées aux paysans sur leurs consommations, ces dernières devant obligatoirement provenir des propriétés de leurs maîtres. L'effet de cette décision majeure ne fut pas immédiat du point de vue économique, mais du point de vue russe il s'agissait d'une mesure astucieuse par le fait du caractère rétrograde des rapports sociaux qui existaient sur les territoires polonais, où la structure féodale de la société avec son système des privilèges de la noblesse non seulement était à l'origine d'un retard en termes de civilisation, mais cantonnait le sentiment patriotique à une partie de la population. Les paysans polonais n'avaient aucun intérêt à s'identifier à la cause de l'indépendance représentée par leurs maîtres et oppresseurs. Ce sera un des points de clivage dans le processus encore embryonnaire de la formation d'une scène politique moderne.

En d'autres termes, les soulèvements romantiques n'ont aucune chance face à la puissance armée des occupants. Selon l'orientation positiviste, seule une tactique de préparation, pas à pas, de toute la nation polonaise, en attendant une conjoncture internationale favorable à une libération négociée, par la voie pacifique, peut déboucher sur un succès. Cette tactique, qui prend des formes différenciées selon les protagonistes, a reçu le nom de « travail organique ». Il

s'agit d'une variante polonaise du positivisme, partiellement inspiré par le positivisme socio-économique occidental, mais s'en distinguant par le but central qu'est la lutte pour la renaissance de la nation réunie et de l'État polonais.

Au seuil du xx^e siècle cette dichotomie polonaise entre le soulèvement et la soumission pour préserver la pérennité de la nation semble être dépassée. De nombreuses forces centrifuges fissurent la légitimité et la stabilité des empires. La simultanéité d'apparition des courants patriotiques visant à construire des États-nations (Italie, Allemagne, les Slaves du Sud de l'Europe) sur les ruines des empires mais aussi la politisation des Juifs désireux d'en finir avec leur dispersion et de bâtir un État juif, créent un contexte dans lequel se retrouvent aussi les Polonais. Assez rapidement s'installent dans le paysage politique trois courants politiques dont deux seront dominants sur la scène polonaise. L'un d'eux se cristallise autour de Roman Dmowski. L'autre a pour principal leader Józef Piłsudski. Le troisième, socialiste marxiste, évoluera dans le sillage de l'Internationale socialiste.

Portrait 1 : Roman Dmowski (1864-1939)

Journaliste et homme politique, il est l'un des fondateurs de l'organisation patriotique polonaise Ligue nationale en 1889.

Il crée en 1895 le journal Przegląd Wszechpolski (Panorama panpolonais) qui devient l'organe théorique des idées nationalistes. Dans cette lignée, Dmowski forme en 1897 le Parti national-démocrate – Narodowa Demokracja (appelé couramment Endecja). Ses positions se caractérisent

par un fort antigermanisme puisque Dmowski considère l'Allemagne comme le plus grand ennemi de la Pologne, et le principal frein à sa réunification et à son indépendance. Sa position envers la Russie est plus nuancée. Opposé à la russification de la vie polonaise, il est passé d'une position révolutionnaire à l'idée d'une coopération avec l'une des puissances d'occupation, tenant compte de l'évolution de la situation en Europe. Il condamne les mouvements révolutionnaires de 1905, les considérant comme néfastes aux intérêts polonais et préfère travailler de l'intérieur les institutions de l'occupant. Élu député à la Douma de 1907 à 1909, il met en pratique sa conviction que seule la coopération avec la Russie permettrait à la Pologne de renaître car, selon son analyse, elle a l'intérêt et la force de s'opposer à l'Allemagne. Pourtant les premières années du XX^e siècle ont démontré le contraire, à savoir la faiblesse de l'Empire russe. Or, toute l'activité de Dmowski s'est basée sur la certitude de l'effondrement de l'Allemagne pendant la Grande Guerre face à une Russie plus forte. Le fait que l'Autriche et l'Allemagne soutiennent ses adversaires politiques, comme Piłsudski et ses partisans issus du PPS, renforçait en lui la certitude du bon choix de l'option prorusse mais avait pour effet d'isoler ses partisans dans les autres parties de l'ancienne Pologne. En tant que leader des démocrates nationaux (Endecja) il a eu du mal à unifier ses soutiens présents dans les différents empires autour du parti pro-russe. Dmowski rejette finalement l'option russe après la révolution bolchevique de 1917, et participe à la création aux côtés de Paderewski du Comité national polonais qui siège à Paris et tente de convaincre les puissances occidentales de recréer la Pologne. Il est le délégué polonais à la conférence de la paix à Paris où il milite, sans succès,

pour la reconstitution d'une Grande Pologne (comptant la Haute-Silésie, Gdańsk et l'incorporation de la Lituanie, d'une partie de l'Ukraine et de la Biélorussie).

Il est député à la Diète de 1919 à 1922 et ministre des Affaires étrangères en 1923.

Suite au coup d'État de mai 1926, il devient le principal opposant à la Sanacja. Dans ce but, et pour se sortir de la défaite politique de l'Endecja, il fonde en 1926 une nouvelle structure d'encadrement pour la jeunesse : le Camp de la Grande Pologne (OWP) qui compte plus de 100 000 membres en 1932.

À travers l'OWP (dissous par le gouvernement de la Sanacja en 1933), il développe sa conception de l'État reposant sur l'adaptation aux conditions polonaises du fascisme italien et se traduisant par une non-ingérence de l'État dans l'économie, l'encadrement de la population dans des organisations de masse. Partisan de la pureté ethnique de la nation polonaise, il postule l'assimilation des minorités nationales ukrainiennes et biélorusses. Enfin, en affirmant qu'il y a une équation parfaite entre catholicisme et polonité, il a promu un fort courant antisémite.

LES COURANTS DE GAUCHE FACE À L'HYPOTHÈSE DE L'INDÉPENDANCE

Les idées socialistes d'égalité et de justice sociale trouvent un large écho dans les centres urbains industrialisés pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, soit la dernière période des partages. Des groupements se référant à l'idéologie socialiste se sont formés très tôt mais se sont profondément

divisés autour de la question nationale. Deux de ces groupements, la Sociale-démocratie du royaume de Pologne et de la Lituanie (SDKPiL) et le Parti socialiste polonais de gauche (PPS Lewica) ont suivi la doctrine de l'Internationale socialiste qui définit la guerre comme une affaire inter-impérialiste qui ne concerne pas les masses populaires. Lorsque celle-ci éclate en 1914, ces partis ont eu du mal à s'y retrouver. Seul le Parti socialiste-Fraction révolutionnaire (PPS) a réussi à réunir en une plateforme commune le courant socialiste indépendantiste, avec d'autres mouvements civiques (militarisés), plus proches pourtant des thèses de la démocratie nationale de Dmowski, ainsi que les partis agrariens présents notamment en Galicie. Cette réussite est due à l'habileté et aux convictions de Józef Piłsudski. Celui-ci voit dans cette guerre une opportunité unique pour libérer les territoires occupés. Prônant la lutte armée, il est soucieux de combiner la cause sociale et la cause nationale.

Portrait 2 : Józef Piłsudski (1867-1935)

Piłsudski est né dans une famille de la noblesse polono-lituanienne. Il s'engage très tôt contre la domination de la Russie, ce qui lui vaut d'être déporté en Sibérie (1887-1892).

Après sa libération, il poursuit une activité d'opposition clandestine en rejoignant, en 1893, le Parti socialiste polonais (PPS) et en participant à la création du journal Robotnik en 1894. Il s'engage également dans l'action armée en organisant une section militaire au PPS puis il devient commandant des sections paramilitaires de Galicie en 1912.

Sa vision politique voit alors en la Russie le principal ennemi de l'indépendance polonaise. C'est pourquoi Józef Piłsudski prône une collaboration tactique avec les empires centraux, Allemagne et Autriche-Hongrie. Dans ce but il dirige les Légions polonaises, embryon d'armée polonaise parmi les troupes des empires centraux durant la Première Guerre mondiale. Mais parallèlement il organise une force militaire clandestine, la POW.

Chef de la commission militaire du gouvernement provisoire polonais allié aux empires centraux (mais sans influence), il est interné par les Allemands à Magdebourg entre 1917 et 1918 sur l'accusation d'avoir été l'instigateur du refus des Légions de prêter serment aux empires centraux. Cet événement conduit au démantèlement des Légions et à l'emprisonnement de milliers de soldats mais renforce l'autorité morale de Piłsudski et en fait le symbole de la lutte contre toutes les puissances partageantes.

Après sa libération, à la fin de la Grande Guerre, il reçoit du Conseil de régence les titres de chef militaire et de chef d'État, fonctions qu'il occupe de 1918 à 1922. Il est nommé maréchal en mars 1920. En tant que commandant des armées, il est considéré comme l'auteur légitime, en août 1920, du « miracle de la Vistule » qui stoppa l'avancée soviétique du maréchal Toukhatchevski vers l'ouest.

Piłsudski plaide alors, sans succès, pour réaliser une union fédérale avec l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie, en une reconstitution de la Pologne d'avant les partages. Opposé à la Constitution de mars 1921 qui instaure une république parlementaire, il se retire de la vie politique, puis il revient au pouvoir à la faveur d'un coup d'État en mai 1926 et instaure le régime autoritaire dit « de la Sanacja » (Assainissement). Celui-ci vise à assainir la vie politique,

économique et sociale du pays et se caractérise par une lutte contre les partis politiques, les opposants à la Sanacja et les militants indépendantistes des minorités nationales (procès de Brest, camp de Bereza Kartuska), tout en s'opposant aux excès de l'Endecja, notamment ses actions antisémites, et en menant une politique de développement économique et social de la Pologne.

Jusqu'à sa mort en 1935, Józef Piłsudski occupe la fonction de ministre des Affaires militaires et d'inspecteur général des armées, laissant les autres fonctions à ses partisans.

En politique étrangère, Piłsudski s'attache à maintenir un équilibre entre les voisins orientaux et occidentaux de la Pologne (traités de non-agression avec l'URSS en 1932 et avec le III^e Reich en 1934).

Objet d'un culte national, surtout parmi ses collaborateurs et les anciens membres de la POW et des Légions, Piłsudski est enterré au Wawel (château qui fut longtemps la résidence des rois) à Cracovie. L'anniversaire de sa mort donne lieu chaque année à une commémoration nationale.

CONTEXTE INTERNATIONAL ET L'ÉVOLUTION POLITIQUE DANS LE ROYAUME DE POLOGNE (KONGRESÓWKA)

En février 1904 le Japon entre en guerre contre la Russie, qui n'accepte pas ses revendications territoriales sur la Mandchourie et refuse la prétention japonaise à exercer un protectorat sur la Corée. Cette guerre, parsemée d'échecs subis par les Russes, dévoile les faiblesses de l'empire des Tsars. Le conflit militaire impacte la situation socio-économique, en appauvrissant davantage le pays.

Les mouvements sociaux naissent de l'insatisfaction de la population, pressurisée dans l'effort afin de tenir tête aux Japonais. Le royaume de Pologne est concerné par cette guerre dans la mesure où les marchés traditionnels pour ses produits textiles vers la partie orientale de la Russie et au-delà vers l'Asie se ferment. Les entreprises n'écoulent pas leurs productions, ce qui met plus de 100 000 ouvriers au chômage. Tandis que les autres voient diminuer leurs salaires¹. Les forces patriotiques polonaises du royaume de Pologne comptent profiter de cet affaiblissement. Les partis politiques s'animent autour d'intenses débats programmatiques. Parmi ces partis, le PPS sera le plus actif. En son sein le groupe dit « des anciens » avec à sa tête Józef Piłsudski songe à un soulèvement populaire, et organise à cette fin des unités de combat. En revanche, les sympathisants de Dmowski réunis dans le parti Union des démocrates nationaux (Endecja) s'opposent aux thèses insurrectionnelles et cherchent à influencer la situation par des moyens légaux. Dans le camp de ceux que l'on appelle les « conciliateurs » (*ugodowcy*) souvent recrutés dans la bourgeoisie naissante, l'hypothèse des changements les amène à manifester leur loyauté vis-à-vis du tsar. Ils créent à cette occasion l'Union de la politique réelle (Stronnictwo Polityki Realnej, SPR), ce qui leur vaut un autre surnom, celui de « Réalistes ». Pour manifester leur allégeance au pouvoir russe, ils envoient à Vilnius une délégation qui participe à l'inauguration d'un monument en l'honneur de la tsarine Catherine II. Ses représentants produisent des propositions d'allègement du régime de russification tout en assurant Saint-Pétersbourg de leur absolue loyauté. Il est à noter que les déboires militaires des armées du tsar en Manchourie font naître chez les

1. Marek Borucki, *Historia Polski do 2009 roku* (Histoire de la Pologne jusqu'en 2009), Varsovie, Mada, 2009, p. 194.

Polonais non seulement une grande satisfaction mais plus encore le projet relativement exotique d'une alliance militaire polono-japonaise. Ce projet a été élaboré par le PPS. Les Japonais invitent, à l'été 1904, son leader, Piłsudski, à Tokyo. Paradoxalement, ce dernier y trouve son adversaire, Dmowski, qui l'a précédé de quelques jours, mais avec un objectif opposé. Il veut convaincre les dirigeants japonais qu'il est inopportun de soutenir des initiatives insurrectionnelles en Pologne. On sait que les Japonais n'ont pas bougé, ce qui a été surinterprété comme un succès diplomatique de la mission de Dmowski.

Cependant, par un effet de vases communicants, lorsque éclate en Russie la vague des mouvements de protestation après le massacre de la manifestation pacifique à Saint-Petersbourg le 9 janvier 1905, qui s'est soldé par un nombre considérable de morts (entre 1 000 et 6 000 tués par balles lors du « Dimanche sanglant »), le royaume de Pologne entre en ébullition. Les grèves ouvrières para-révolutionnaires embrasent les principales villes industrielles (Łódź, Varsovie, le bassin de Dąbrowa). Les différents partis constitués se servent chacun à leur manière de ce mouvement. Les membres de l'Endecja cherchent à s'entendre avec le régime autocrate russe pour lui arracher un peu plus d'autonomie, la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), fidèle à son programme antimilitariste, rejette les slogans indépendantistes et appelle les ouvriers polonais à se joindre à l'imminente révolution sociale mondiale. Au PPS, la situation est bien plus préoccupante puisqu'est intervenu un clivage stratégique opposant les générations des militants. Piłsudski, au nom de la génération des « anciens », mène des actions de sabotage militaire ayant pour objectif la rupture avec l'Empire russe, tandis que les jeunes du parti militent plutôt en faveur d'une autonomie en coopération avec les révolutionnaires russes. L'ampleur du mouvement en Russie

comme en Pologne contraint le tsar en octobre 1905 à faire des concessions, notamment à introduire quelques allègements du régime autoritaire. Une amnistie a accompagné ce nouveau dispositif. Toutefois, dans la partie polonaise, la fin du mouvement se solde par un état d'urgence, introduit le 10 novembre 1905, et une terreur dirigée contre les manifestations et les grèves.

Pourtant une sorte de guérilla larvée est poursuivie par les unités militaires du PPS. Pendant ce temps, dans la foulée d'une politique qui alterne la répression contre les éléments irréductiblement acquis à la lutte armée et l'ouverture vers ceux qui acceptent de coopérer au sein des institutions, aura lieu, en mars 1906, l'élection des représentants du royaume de Pologne à la Douma de Saint-Pétersbourg. Associer certains Polonais au Parlement russe faisait partie de la tentative de séduction pratiquée après 1905 par le tsar. Mais les partis de gauche, du SDKPiL au PPS, se tiennent à l'écart en prônant le boycott, tandis que l'Endecja obtient trente-quatre sièges auxquels se sont ajoutés ceux des élus de la Lituanie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, ce qui a permis la constitution du Groupe polonais à la Douma. Ce groupe a alors nourri l'espoir d'une pression législative pour aboutir à l'autonomie. Mais, face à l'escalade des revendications de ces députés, le tsar Nicolas II dissout la Douma et nomme Premier ministre Piotr Stolypine, considéré comme un politicien « à poigne ». La répression se double d'une surveillance policière accrue de la population de l'empire.

Les unités militaires du PPS répliquent à ce durcissement par une série d'actions de bravoure (libération de militants emprisonnés, attaque de transports d'argent et de vivres, etc.). Cette stratégie finit par provoquer une scission au sein du PPS, entre les partisans d'actions spectaculaires de type terroriste et une frange de « jeunes » dirigeants qui se préoccupent davantage de l'élaboration d'un programme

social et économique pour le pays. La même année, lors de son IX^e congrès, deux partis naissent sur les ruines du PPS : PPS-Fraction révolutionnaire et PPS Gauche (Lewica).

Cette scission a pour conséquence d'affaiblir l'influence des héritiers de l'ancien PPS et de rendre plus visible Stronniectwo Narodowo-Demokratyczne (Union des démocrates nationaux, SDN), le parti de l'Endecja. Celui-ci, sans tenir compte des limites de l'entrisme politique, continue à participer aux élections successives à la Douma (2^e Douma et 3^e Douma). Ce parti combat ouvertement les formes d'action illégales, empêchant les grèves, les manifestations publiques et les actions terroristes. Doté de sa propre organisation ouvrière de type syndical, Narodowy Związek Robotniczy (Union ouvrière nationale), l'Endecja cherche à stopper les mobilisations patriotiques et les grèves ouvrières au prétexte qu'il faut éviter l'anarchie, la provocation et les effets de régression économique. Mais ces actions musclées contre des militants socialistes ou simplement des syndicalistes laissent des traces durables sur l'échiquier politique polonais en pleine formation, bien au-delà du moment de l'indépendance recouvrée. Selon certaines estimations, les agissements des commandos de l'Endecja ont conduit à la mort d'environ deux cents personnes pendant cette période¹. Les commandos armés du PPS ne restent pas indifférents à ces attaques et ont également à leur actif un certain nombre de victimes parmi les partisans de l'Endecja.

Globalement, malgré le cortège de procès de militants devant des juridictions russes expéditives, qui se soldent souvent par des exécutions ou des déportations, la période révolutionnaire de 1905-1907 a eu pour effet quelques avancées. Ainsi, les conditions générales de travail des ouvriers

1. Leszek Podhorecki, *Historia Polski 1796-1997* (Histoire de la Pologne 1796-1997), Varsovie, Mada, 1998, p. 111.

ont été améliorées, les syndicats ont été légalisés, puis, progressivement, le régime policier a été atténué et l'enseignement du polonais a été autorisé à nouveau dans les écoles d'État. La scène politique a gagné en maturité. Par ailleurs, ce qui s'est passé en Russie était suivi avec attention sur les territoires de deux autres puissances copartageantes, en Galicie et dans la Prusse, en encourageant l'éveil des courants indépendantistes et les préparatifs à un affrontement militaire.

En juin 1908, à Lwów (Lviv aujourd'hui) dans l'appartement privé de Kazimierz Sosnkowski (proche de Piłsudski) est fondé Związek Walki Czynnej (ZWC – littéralement « Union pour la lutte active ») dont l'objectif principal est de gagner la liberté et l'indépendance pour une Pologne démocratique. Cette organisation paramilitaire doit porter ses actions dans les trois parties de l'ancienne Pologne, même si son siège se trouve dans l'Empire austro-hongrois. Sans doute la gestion libérale et une relative liberté garantie aux minorités ethniques dans cet empire facilitent-elles ce genre d'entreprise. Dès le début de son existence elle forme de futurs cadres militaires en toute légalité, profitant de la marge de tolérance en Galicie. Dans la foulée, avec l'accord des Autrichiens, sont constituées des unités à Cracovie (détachements Strzelec) et à Lwów (détachements de l'Union Strzelec). La jeunesse rassemblée dans des associations sportives, notamment dans celle des gymnastes « Sokół », dirigée par un des futurs hauts gradés de l'armée polonaise, Józef Haller, subit aussi une intense préparation militaire, tout comme les militants agrariens qui créent des détachements sous le nom de « Bartosze », nom emprunté à Bartosz Głowacki, paysan asservi puis affranchi en 1794 en reconnaissance de son courage pendant l'insurrection dirigée par Tadeusz Kościuszko. Le rythme de

ces préparatifs en prévision des futurs affrontements sur l'arène européenne s'accélère encore lorsque, en 1912, est fondé un organisme financier clandestin, le Trésor militaire polonais, dont la fonction est précisément de financer toutes les formes de préparation à la constitution de l'armée polonaise. La partie gauche de l'échiquier politique n'échappe pas à cette effervescence institutionnelle. Ainsi les nombreuses formations de gauche et de centre gauche décident de mettre sur pied à Vienne en 1912 un organisme confédérant les anciens du PPS-Fraction révolutionnaire, le parti agrarien PSL, l'Union nationale ouvrière, qui entre-temps rompt avec l'Endecja, le parti démocrate national, dans une instance intitulée la Commission provisoire des Unions indépendantistes confédérées (Komisja Tymczasowa Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych, KSSN). Outre une fonction de coordination, cet organe se prépare comme une sorte de *shadow cabinet*, en raison de l'éventualité de plus en plus probable d'un déclenchement des hostilités entre l'Autriche et la Russie, à former le gouvernement national polonais. D'emblée Józef Piłsudski est nommé en son sein commandant en chef des forces armées.

Roman Dmowski, qui publie en 1908 une brochure « L'Allemagne, la Russie et la question polonaise », prend une position bien différente. Sa conception géopolitique consiste à souligner qu'avec l'Allemagne le conflit est absolu, les Allemands ne souhaitant que la disparition des Polonais. Il suggère de s'appuyer sur l'alliance naissante entre la Russie et la France, argumentant même qu'après la révolution de 1905 le régime russe concède une certaine démocratisation. La victoire de la Russie aurait, selon ses thèses, l'avantage de permettre la réunification de toutes les terres polonaises.

L'ANNÉE 1914

À l'approche de la Grande Guerre, la Pologne en tant qu'État souverain n'existe donc pas. Les Polonais sont éparpillés entre ces trois empires, subissant des politiques de dépolonisation d'intensité variable.

Dans la partie de l'ex-royaume de Pologne (*Kongresówka*), incorporée à l'empire des Tsars, il y a eu un rapide accroissement démographique. En 1886, il y a 7,9 millions d'habitants, tandis qu'à la veille de la Grande Guerre en 1913, ils sont déjà 13,1 millions¹. Les mêmes processus ont affecté la Prusse-Orientale, habitée par beaucoup de Polonais, où la population a crû, de 7,2 millions en 1855 à 10,5 millions en 1905 (*idem*). La population de la Galicie a crû de 6 millions en 1880 à 7,3 millions en 1900.

Une forte émigration économique de Polonais s'est dirigée vers l'Allemagne (à Berlin en 1914 il y avait 100 000 Polonais) mais aussi dans la capitale de la Russie, à Saint-Pétersbourg, où vivaient environ 80 000 Polonais².

Lorsqu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e apparaissent des prémices, de plus en plus évidentes, d'un affrontement probable, les Polonais tablent sur l'hostilité entre tel ou tel des occupants pour plaider la cause de la Pologne et obtenir un changement de donne.

En même temps les calculs stratégiques des empires ouvrent des espaces à l'action émancipatrice des élites polonaises. À Berlin, par exemple, est envisagée la création d'unités militaires composées de Polonais avec le soutien de

1. Antoni Czubiński, *Historia Polski XX wieku* (Histoire de la Pologne au XX^e siècle), Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2000, 2003, 2007, p. 15.

2. *Ibid.*

l'Autriche-Hongrie, tandis que l'on spéculait sur la constitution d'un État polonais à partir des territoires occupés par la Russie tsariste. Divers projets cherchent à façonner les territoires en faveur de solutions impliquant des concessions aux Polonais de manière à les mobiliser du côté prussien et/ou austro-hongrois.

La Russie n'est pas en reste dans cet effort de rallier les Polonais à d'éventuelles offensives militaires vers l'ouest. Ainsi, Nicolas II a utilisé la doctrine panslave, qui prône une union fraternelle des peuples slaves, basée sur un critère ethnique, pour promettre aux « frères slaves polonais » les territoires à conquérir sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Mais en attendant, les tendances à la germanisation d'un côté et à la russification de l'autre n'ont eu de cesse de s'accroître.

Les difficultés économiques, l'absence de perspectives d'une vie meilleure ont été aussi à l'origine de la constitution d'une importante diaspora polonaise hors des frontières historiques de la Pologne. On compte environ 3 millions de Polonais ayant émigré aux États-Unis et au Canada (mais aussi au Brésil) et 500 000 en Allemagne, ainsi qu'une première importante vague économique de migrants dans le Nord et le Centre de la France.

Au cours de la guerre 1914-1918 les puissances copartageantes ont globalement incorporé dans leurs armées environ 2 millions de Polonais. Selon les statistiques existantes, 220 000 Polonais ont péri dans l'armée austro-hongroise, 110 000 Polonais ont payé de leur vie la mobilisation dans l'armée russe et 55 000 dans l'armée allemande¹. Rappelons, pour mieux évaluer la contribution des Polonais à cette guerre – contribution souvent noyée dans les chiffres donnés

1. Leszek Podhorecki, *Historia Polski 1796-1997* (Histoire de la Pologne 1796-1997), *op. cit.*, p. 117.

pour les empires –, que selon les dernières statistiques il y a eu au total 10 millions de militaires tués et 20 millions de blessés¹. La France a perdu 1,4 million de soldats, l'Allemagne 1,8 million (y compris le sacrifice des Polonais de la Prusse), l'Autriche-Hongrie 1,4 million (y compris les mobilisés Polonais de souche), la Russie 1,8 million (dont les recrues polonaises), la Grande-Bretagne et son empire 900 000, l'Italie 600 000, l'Empire ottoman 800 000.

Encadré 2 : Structure sociale avant 1914

En 1910, la Pologne compte 34 millions d'habitants (royaume de Pologne, Galicie, territoires prussiens). L'accroissement est le plus fort dans le secteur prussien (région de Poznań et Poméranie) puisque dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la population y double alors qu'elle n'augmente que de 40 % dans le royaume et de 25 % en Galicie. Selon les chiffres officiels datant de 1909, le taux d'urbanisation dans le royaume de Pologne est de 21,9 %. Il est plus élevé dans les territoires prussiens et plus faible en Galicie qui, hormis les grandes villes de Lwów et de Cracovie, garde une forte composante rurale.

Le royaume de Pologne est majoritairement catholique (en 1912 : 76 % de catholiques). La deuxième religion est le judaïsme qui compte 15 % de pratiquants répartis à près de 90 % dans les villes du Centre et de l'Est du royaume. Les uniates, les orthodoxes et les protestants représentent pour chacun moins de 5 % avec quelques foyers plus importants

1. Bilan donné par l'AFP à l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, 28 décembre 2013.

tels que la ville industrielle de Łódź où se trouve une forte minorité allemande protestante (15 % de la population en 1913). Les territoires prussiens se caractérisent par une proportion plus importante de protestants, due aux foyers de peuplement allemand et à une baisse continue du judaïsme en raison d'une politique d'assimilation à la culture allemande. Ainsi dans la province posnamienne en 1910, il y a 67,7 % de catholiques (majoritairement dans le Centre-Est), 30,8 % de protestants et 1,3 % de juifs. La Poméranie compte 46,3 % de catholiques, 46,3 % de protestants et 0,8 % de juifs. Enfin la Galicie présente la particularité de regrouper presque autant de catholiques que d'uniates, ces derniers, majoritaires, regroupés dans l'Est (respectivement 46,5 % et 42,1 % en 1910) tandis que la proportion de juifs est similaire à celle du royaume de Pologne (10,9 % en 1910).

Cette diversité religieuse s'accompagne de différences linguistiques. Le polonais est la langue majoritaire du royaume de Pologne et de la Galicie avec des minorités lituanienes, russes ou ukrainiennes mais les territoires prussiens se distinguent par la prédominance de l'allemand dans les villes et du polonais dans les campagnes. Le yiddish est parlé dans tous les secteurs mais n'est pas répertorié dans les recensements officiels.

La structure d'emploi se différencie selon les secteurs d'occupation.

En 1910, en Galicie, 77 % de la population travaille dans le secteur primaire, 9 % dans l'industrie et les mines et 7,8 % dans le commerce, les banques ou les transports. Les petites exploitations inférieures à cinq hectares dominent largement le secteur agricole (80 % en 1902). La production permet tout juste d'assurer l'autosuffisance de la région.

Par ailleurs ce secteur est confronté jusqu'au début du XX^e siècle aux problèmes liés à l'abolition du servage (1853) et au rachat des redevances seigneuriales. La Galicie possède des ressources naturelles qui permettent les débuts de l'industrialisation. Les usines sont concentrées à Lwów et Cracovie (deux tiers des ouvriers de la Galicie). La région produit 51 % de la production de sel grâce aux mines de Wieliczka et 51 % du charbon de l'empire (dont les mines appartiennent aux familles aristocratiques comme les Potocki). Le pétrole est aussi une industrie importante (5 % de la production mondiale en 1909). Le développement de la Galicie est cependant retardé par un désintérêt de Vienne à l'égard de cette région et une faiblesse du système bancaire : c'est seulement à la fin des années 1880 que les premières institutions de crédit y sont créées.

Dans le royaume de Pologne, la dominante agricole est moins forte puisque 56,6 % des habitants travaillent dans le secteur primaire, 26 % dans le secondaire et 8,4 % dans le tertiaire. La grande propriété domine le secteur agricole (47 % en 1890) mais aucun effort de modernisation n'est entrepris (pratique de la jachère ou de l'assolement, quasi-inexistence de machines agricoles). L'abolition de la servitude s'accompagne de conflits dont certains ne sont pas résolus à la veille du premier conflit mondial. La situation des paysans du royaume est décrite dans Les Paysans de Władysław Stanisław Reymont (prix Nobel de littérature).

L'industrie bénéficie de la politique protectionniste de l'Empire russe. Elle est majoritairement concentrée dans les régions de Łódź et de Varsovie (90 % de la production industrielle du royaume) et est axée autour des filatures, des industries textiles et des mines de charbon. Les banques apparaissent progressivement à partir des années 1870.

Le royaume a enfin la spécificité de voir apparaître les premiers grands magasins de Pologne qui s'ouvrent à Varsovie. De fait le décalage de développement est grand entre les différents secteurs du royaume.

Les territoires prussiens (région de Poznań et Prusse-Occidentale) ont une structure d'emploi plutôt similaire à celle du royaume de Pologne puisque 52 % de la population travaille dans le primaire, 24 % dans l'industrie et 9 % dans les services et le commerce. Cette région de la Pologne est pleinement intégrée dans le plan de développement économique du Reich. Poznań profite particulièrement de cette politique puisqu'elle est symboliquement favorisée par la construction d'une résidence impériale. L'agriculture est modernisée et dominée par la grande exploitation. En Grande Pologne en 1907, 80 % des exploitations utilisent des machines agricoles et 40 % des fermes font plus de vingt hectares. Contrairement à la Galicie ou au royaume de Pologne, l'usage des engrais chimiques est largement répandu. Cette région agricole compte parmi les plus productives d'Europe. L'industrie se concentre principalement dans la transformation des matières premières (métallurgie à Elbląg, sucre à Kruszwica) ou la construction (chantiers navals à Gdańsk, machines-outils à Poznań, scieries, fabrication de meubles). La majorité des entreprises est détenue par des Allemands (56 % en Grande Pologne). Ce développement économique important s'accompagne d'une forte emprise de l'État sur l'économie à travers la mise en place d'une politique protectionniste et d'une nationalisation des chemins de fer, des canaux ou encore de quelques hauts fourneaux.

LA GUERRE SUR LE TERRITOIRE POLONAIS

Le 28 juin 1914 l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo est l'élément déclencheur de la déclaration de guerre faite par les Autrichiens à l'encontre de la Serbie. La Russie, proserbe, réplique en mobilisant son armée, ce qui provoque la réaction de l'Allemagne qui lui déclare sans attendre la guerre le 1^{er} août. S'ensuit, deux jours plus tard, la déclaration de guerre faite par les Allemands à la France, les troupes allemandes se frayant le passage par la Belgique. C'est alors que la Grande-Bretagne se range du côté de la coalition franco-russe, formant ainsi le bloc de pays nommé l'Entente, et l'Empire austro-hongrois ouvre le front contre la Russie. Ce moment, où toute l'Europe s'embrase, réjouit les Polonais qui parient sur cette guerre pour en tirer le bénéfice du droit à l'autodétermination et à la renaissance de l'État polonais.

Dès le début de la guerre, le sol polonais devient le théâtre de batailles et de déplacements des armées avec le cortège d'exactions, de pillages, de destructions que cela entraîne.

Ainsi, le 4 août, les Allemands bombardent la ville de Kalisz. Les armées du tsar venant des fleuves Niémen et Narev, afin d'envahir la Prusse-Orientale, sont défaites à Tannenberg (Stębark) dans la région des lacs de Mazurie, mais celles qui combattent au sud vers la Volhynie et la Podolie prennent la ville de Lwów (Lemberg à cette époque). Pendant ce temps les opérations communes des armées allemande et autrichienne souhaitant conquérir Varsovie, comme la tentative des Russes d'occuper la Silésie, se soldent par des échecs. Les dévastations territoriales sont énormes, la population locale paye un lourd tribut à la guerre. À partir de l'hiver 1914-1915 le front se stabilise sur le tracé allant au nord-est de Augustów

vers Mława et Płock jusqu'à Pilica et Nida. Comme à l'ouest de l'Europe, ici aussi commence la guerre de positions et de tranchées. Le tournant se produit en mai 1915 lorsque les alliés allemands et autrichiens font une percée vers Gorlice et reprennent la Galicie orientale ainsi qu'une partie occidentale de la région de Lublin. Les chefs militaires russes, de crainte d'être encerclés, décident alors de quitter le territoire du royaume de Pologne en emmenant avec eux à l'est une importante fraction de la population (selon Podhorecki, « des centaines de milliers¹ ») avec tous leurs biens. Battant en retraite, ces armées détruisent les chemins de fer, les ponts, pillent les équipements industriels. Le 25 août les Allemands entrent à Varsovie et le 15 septembre ils occupent Vilnius. Ainsi la ligne de front se fixe sur ce qu'était la frontière polonaise consécutive au partage de 1793. Tout le royaume de Pologne, une grande partie de l'Ukraine d'aujourd'hui et du territoire lituanien passent sous les gouvernements de deux empires centraux.

Outre les pertes humaines parmi les soldats polonais répartis dans les trois armées, les pertes matérielles subies sur les territoires polonais sont immenses. Les combats se sont déroulés en Galicie, en Mazurie et dans la totalité du territoire polonais sous domination russe. On estime que ces combats se sont étendus sur une surface de 85 000 kilomètres carrés. Des milliers de villages, des dizaines de villes, la moitié des ouvrages de génie civil, 1,9 million de bâtiments et presque 70 % de la couverture forestière ont été détruits. Toutes les armées ont systématiquement pillé sur leur passage les populations civiles. Selon les estimations produites après la guerre, les pertes matérielles s'élèvent à la somme de 2 milliards de dollars de l'époque, ce qui

1. Leszek Podhorecki, *Historia Polski 1796-1997* (Histoire de la Pologne 1796-1997), *op. cit.*, p. 116.

aujourd'hui équivaldrait à plusieurs dizaines de milliards de dollars¹. Le bilan démographique est catastrophique : on observe une baisse drastique des naissances et une mortalité exceptionnellement élevée.

L'OPTION MILITAIRE DU JEU POLONAIS PENDANT LA GRANDE GUERRE

Les débuts de l'engagement militaire des détachements polonais sont liés à la carte jouée auprès de l'Autriche-Hongrie et sont marqués par plusieurs ratés. La légende de Józef Piłsudski, construite afin de légitimer son ascendance monopolistique sur la restauration nationale, ne permet pas de rendre compte de la réalité des faits². Elle doit être vérifiée à la lumière de différents récits mais beaucoup de livres d'histoire parus après 1989 font la part belle à cette légende.

Dès les premiers jours de la guerre, Piłsudski s'engage dans une compétition politique ayant pour but de lui donner la totalité du pouvoir de commandement. Sa conception partagée par tous les courants pariant sur la victoire des empires centraux s'appuie sur la conviction que la Russie pliera sous le poids d'une révolution sociale imminente. Cette conception se traduit par une vision géopolitique d'une Europe centrale et orientale formée par trois des composantes de la monarchie austro-hongroise renouvelée. Aux Allemands et aux Hongrois s'ajoutent les Slaves dans le sens large du terme, et les trois composantes seraient

1. *Idem*, p. 117.

2. Nous reviendrons plus loin sur les mécanismes de construction de cette légende dans le milieu des historiens proches du camp de Piłsudski et de la Sanacja grâce à un travail de déconstruction, en tout point remarquable, publié dans l'ouvrage *Pamięć i polityka historyczna* (Mémoire et politique historique) aux Éditions de l'Institut de la mémoire nationale (IPN).

traitées, cette fois-ci, sur un pied d'égalité. Le scénario est très en deçà de l'indépendance totale d'un État polonais souverain, mais cela semble être, à ce moment précis, le seul horizon réaliste. Une « union personnelle » (union de deux pays incarnée par le même monarque) avec Vienne apparaît comme la limite de l'atteignable, dans l'imagination des stratèges polonais. Les préparatifs, comme on l'a vu plus haut, précèdent de deux ans l'éclatement de la guerre. La Commission provisoire des Unions indépendantistes confédérées (Komisja Tymczasowa Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych, KSSN) a appelé déjà, en décembre 1912, tous les Polonais à entreprendre la lutte contre la Russie des Tsars aux côtés des armées austro-hongroises. Ce courant stratégique, à coloration centre gauche, s'est trouvé contré en juillet 1914 par la création en Galicie orientale du Comité central national (CKN) regroupant l'Union des démocrates nationaux (SDN) et les conservateurs. Les unités militaires liées au courant de l'Endecja lui ont déclaré allégeance. Le but de cette réunification est d'empêcher Piłsudski de s'accaparer la totalité du commandement des forces luttant pour l'indépendance en Galicie.

Une première tentative, très précoce, de vérifier le bien-fondé de la stratégie de Piłsudski et du KSSN, à défaut d'un accord avec les groupements du centre droit relevant du CKN, est de passer à l'action et ce, dès le déclenchement des hostilités entre le Russie et l'Autriche. C'est un des moments fondateurs de la légende héroïque de Józef Piłsudski. La marche de cent quarante-quatre soldats, tous en formation dans les écoles militaires récemment fondées, ou membres de la formation paramilitaire Związek Strzelecki, vers la frontière de l'Empire russe, alors que la guerre n'a commencé que quatre jours plus tôt, rencontre un accueil enthousiaste à Cracovie mais ne suscite pas la réaction escomptée dans le royaume de Pologne. Le

scénario de Piłsudski s'est avéré utopique, le franchissement de la frontière par cette unité n'a pas mobilisé les Polonais du côté russe, qui appréhendent avec inquiétude une nouvelle insurrection, sans garantie de victoire. Piłsudski a dû convenir que dans ces conditions d'hostilité de la part des Polonais de l'Empire russe, son plan de constituer un gouvernement provisoire dans le royaume de Pologne était vain. Il a pourtant tout essayé, y compris chercher à intoxiquer les Autrichiens via le KSSN, par une fausse information sur la formation à Varsovie d'un gouvernement national. Il espérait ainsi s'imposer comme l'unique chef militaire, représentatif de ce gouvernement. Mais il a dû déchanter, tout comme les élites polonaises de la Galicie, qui avaient fait abstraction de l'idée que les Polonais puissent réagir différemment selon leur localisation géographique et la puissance occupante sous laquelle ils vivent. La déception du protecteur autrichien est tout aussi grande, à tel point que la décision est prise d'incorporer purement et simplement les militaires polonais dans l'armée régulière autrichienne.

Cet épisode occupe une place de choix dans la légende piłsudskienne. Le mythe des « premiers soldats » de Piłsudski, des « apôtres » de sa cause, fera l'objet de multiples narrations d'historiens, d'autant plus que certains de ces soldats formeront la future élite politico-militaire.

Finalement le KSSN est dissous le 16 août, et à sa place sera instauré à Cracovie le Comité central national (Naczelny Komitet Narodowy, NKN), plus large dans ses assises politiques, allant au-delà du centre gauche. Parmi ses dirigeants s'affirment le socialiste de Galicie Ignacy Daszyński et le dirigeant des agrariens Wincenty Witos.

L'ÉPOPÉE DES LÉGIONS

Le NKN, en accord avec les autorités autrichiennes, procède à la formation de deux unités militaires appelées à combattre aux côtés des Autrichiens. Elles prennent le nom de « Légions » pour symboliser le lien avec les Légions napoléoniennes de Dąbrowski. Il est à noter que le lieutenant-colonel Sikorski est nommé responsable des activités militaires du NKN, lui qui ultérieurement sera un opposant à Piłsudski et au régime de la Sanacja. D'ailleurs Piłsudski ne commande, au début, qu'un détachement moins important, faisant partie de la Légion dite « occidentale ». C'est seulement en reconnaissance de ses faits de guerre que les Autrichiens l'autorisent à constituer la 1^{re} brigade des Légions.

La détermination de Piłsudski, sa conviction de la justesse de son orientation stratégique l'amènent à persévérer dans le dessein de disposer d'une force militaire autonome des autorités militaires autrichiennes ou allemandes. C'est comme s'il prévoyait que, le moment venu, il faudra compter exclusivement et entièrement sur ses propres forces et rompre avec les protecteurs étrangers aux intérêts ambigus. Il décide ainsi de constituer, dès août 1914, une organisation clandestine, la POW (l'Organisation militaire polonaise) n'obéissant qu'à lui-même et non point au NKN. Il est significatif que cette initiative a été tenue secrète jusqu'en 1915, au moment de l'entrée de l'armée allemande à Varsovie. Piłsudski se dote ainsi d'une stratégie à plusieurs coups.

Pendant ce temps, Roman Dmowski crée le Comité national polonais (KNP) composé des partis SND et SPR où siègent les hommes politiques prorusses. En l'absence de réaction politique encourageante de la part du tsar et du gouvernement russe, cette organisation se limite à organiser une unité militaire prête à s'allier aux armées russes dans

la lutte contre les empires centraux. Dmowski, lui-même, s'est trouvé dans une situation délicate car il s'est rendu compte qu'il s'était allié à un empire affaibli. Par conséquent, son attitude va consister à attendre l'évolution des événements et à ne rien entreprendre. Ses partisans sont ainsi qualifiés en raison de cette attentisme de partisans de la passivité, les « *pasywiści* ». L'activité de son comité s'arrête définitivement au moment de la révolution de 1917 lorsque Dmowski part vers la France.

LA CAUSE POLONAISE ET L'ÉVOLUTION DU RAPPORT DES FORCES APRÈS 1915

Les armées allemandes occupent Varsovie le 5 août puis avancent très rapidement jusqu'à la Lituanie (Vilnius est pris le 18 septembre). À partir de ce moment une grande partie des terres revendiquées comme historiquement polonaises (frontières de 1772) se trouvent sous occupation allemande. Les Allemands s'appuient sur des pouvoirs locaux co-organisés avec les Polonais. Enfin, en mai 1916, grâce à une ordonnance électorale indépendante, des élections municipales libres se déroulent à Varsovie. Le nouveau président élu est Zdzisław Lubomirski, qui a été, suite à l'entrée des Allemands sur le territoire du royaume de Pologne, un des artisans de la création des comités civiques. Il va de soi que ce tournant de la guerre privilégie les formations du centre gauche pour l'essentiel, celles qui ont parié sur les empires centraux. Le principal bénéficiaire est celui que dirige Piłsudski.

Quant aux Légions, elles sont très actives sur le front est, notamment au nord de la Volhynie. À partir de 1916, Piłsudski se démet de ses fonctions de commandant de la 3^e brigade des Légions en réaction à la constitution

d'un nouvel organe gênant l'affirmation de son pouvoir, le Conseil informel des colonels. De fait il est en opposition avec la direction militaire du NKN et son chef Sikorski. Ce désaveu fait partie de sa stratégie de prise d'influence, influence qu'il cherchera à consolider auprès des légionnaires, malgré cette démission.

L'INDÉPENDANCE POLONAISE
COMME ENJEU DE COMPÉTITION GÉOPOLITIQUE
ET LES DÉMARCHES POLONAISES À L'ÉTRANGER

L'acte du 5 novembre 1916, simultanément proclamé par les deux empires centraux, est motivé en grande partie par le besoin de compléter les effectifs militaires des deux belligérants. Il a eu un impact géopolitique pour la cause de l'indépendance polonaise. À cette date les deux empereurs, Guillaume II et François-Joseph, promulguent deux déclarations au contenu identique prévoyant la formation d'un État polonais souverain à partir des terres d'occupation russe. Les deux textes ne disent rien sur les frontières du futur État, ce qui est interprété comme une non-inclusion en son sein des territoires occupés par la Prusse et l'Autriche-Hongrie. Les manifestes appellent les Polonais à former bénévolement une armée auxiliaire de celles des empires centraux. Ces manifestes ont eu aussitôt une suite institutionnelle : la naissance d'un Conseil provisoire d'État (TRS). C'est la première fois que les intérêts des trois puissances copartageantes de la Pologne divergent, puisque la Russie ne fait pas de même, et leur front commun face à la Pologne est définitivement rompu. Il est intéressant d'observer que l'initiative du 5 novembre induit dans les pays de l'Entente une sorte de compétition déclarative, à qui affirmera le plus haut la volonté de reconnaître

la nécessaire restauration de l'État polonais indépendant. En décembre 1916, le Parlement italien prend de vitesse les membres plus anciens de l'Entente et se prononce pour une telle renaissance. Mais c'est l'attitude des États-Unis qui a la plus grande importance puisque quelques mois avant l'entrée en guerre de ce pays en avril 1917, le président Woodrow Wilson affirme la nécessité de rendre aux Polonais leur droit à l'autodétermination pour faire renaître une Pologne unifiée et indépendante. Cela ne se fait pas sans un travail de lobbying de la puissante diaspora polonaise sur le sol américain et des démarches de certains leaders polonais comme l'homme politique et pianiste de renommée internationale Ignacy Jan Paderewski (1860-1941).

Une mention doit être faite ici des actions des émigrés polonais qui se démènent en prévision d'un nouveau rapport des forces à la fin de la guerre. En Suisse, sous la houlette prestigieuse du prix Nobel de littérature Henryk Sienkiewicz et du pianiste Ignacy Jan Paderewski, le Comité central d'aide aux victimes de la guerre en Pologne agit depuis 1915. Paderewski, qui en est le représentant aux États-Unis, s'engage dans le mouvement en faveur de l'indépendance de la Pologne et finance plusieurs projets patriotiques dont la construction à Cracovie d'une statue en mémoire de la bataille de Grunwald. À partir de 1917, il est également le représentant à Washington du Comité national polonais. De retour en Pologne, il devient Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de janvier à décembre 1919 et représente à ce titre la Pologne à la conférence de la paix à Paris. Puis jusqu'en 1921, il est représentant de la Pologne à la Ligue des Nations. On peut rappeler ici qu'en 1936 il fonde, avec le général Sikorski, le Front Morges qui regroupe des opposants au régime autoritaire polonais. À partir de décembre 1939 et jusqu'à sa mort en

1941 aux États-Unis, Paderewski dirige le Conseil national polonais en exil.

Avec l'éclatement de la révolution en Russie, Roman Dmowski réoriente sa politique et se rapproche des pays de l'Entente. Il agit à partir de Paris et soumet aux représentants de l'Entente un projet territorial de la Pologne restaurée, mais dans des frontières entourant un espace inférieur au territoire historique polonais d'avant le premier partage. Lorsque se forme une instance de rassemblement de Polonais à Paris en août 1917, c'est Dmowski qui en prend la direction. Tous les pays de l'Entente la reconnaissent comme la légitime représentation polonaise. C'est en France également que se forme une force militaire polonaise drainant des volontaires de France, de Belgique mais aussi des pays d'outre-Atlantique comme les États-Unis ou le Canada.

La Russie ne reste pas non plus sans réaction face à la situation ouverte par l'acte du 5 novembre. Ainsi le tsar Nicolas II dans son ordre militaire du Nouvel An du 25 décembre 1916 déclare que la Russie souhaitait « la création d'une Pologne libre, composée de ses trois parties, jusqu'ici séparées ». Très vite, cependant, cet ordre militaire devient caduc, la révolution de février 1917 obligeant le tsar à abdiquer. On assiste alors du côté russe à un certain flottement entre les différents centres décisionnels, puisque le Conseil provisoire des soviets de Petrograd prend de court le gouvernement provisoire russe – instauré après l'abdication du tsar pour faire face à une situation économique et sociale critique – en choisissant le 27 mars 1917 l'option d'une indépendance totale de la Pologne. Cette position n'étant d'ailleurs pas soutenue par la formation politique polonaise idéologiquement la plus proche des révolutionnaires russes, le SDKPiL. En tout cas, cela est propice à de nombreuses tentatives d'organiser de nouvelles unités

militaires à partir du potentiel mobilisable que constituent le demi-million de Polonais incorporés dans l'armée du tsar, sans parler d'environ 100 000 soldats polonais faits prisonniers par l'armée russe, alors qu'ils combattaient sous les drapeaux allemands et autrichiens. Les politiques polonais se sont divisés quant aux options organisationnelles à suivre. Les lignes de controverses recourent celles de l'échiquier politique polonais de cette période. En juin 1917, se tient le 1^{er} congrès de l'Union militaire des Polonais (Naczelny Komitet Polski Wojskowy, Naczpól) à Petrograd pendant lequel éclatent au grand jour ses divergences. Malgré la pression des éléments le plus à gauche, liés aux Bolcheviks, qui considèrent qu'il faut éviter de réduire leur cause à la seule Pologne, en raison de l'imminence d'une « révolution sociale mondiale », les autres courants décident de créer des unités militaires polonaises, notamment sur le territoire de la Biélorussie.

Les Polonais sont courtisés par tous les belligérants. Ceux-ci cherchent à se concurrencer dans les promesses faites aux potentiels alliés polonais, mais elles portent sur l'après-guerre, et de ce fait ne convainquent pas entièrement les Polonais. Les Allemands comme les Autrichiens affirment que leurs armées libéreront la Pologne de l'occupation russe. Dans ce même contexte se situe la déclaration du grand-duc Nicolas, selon laquelle « les frontières découpant la Nation polonaise en morceaux (doivent être) effacées, Que la Nation polonaise soit réunifiée sous la férule du tsar de Russie... »

Après la promulgation de l'acte du 5 novembre 1916, la Polnische Wehrmacht (Polskie Siły Zbrojne) est créée dès le début de 1917 auprès des Allemands. Les Autrichiens à leur tour encouragent le recrutement bénévole dans les Légions. Ces initiatives ne produisent pas les effets escomptés. En raison du flou des manifestes impériaux, la mobilisation

est faible. Cette circonstance est, une fois de plus, habilement utilisée par Piłsudski. Le 3 juillet 1917, à l'occasion du sermon de fidélité exigé par les deux empereurs, il provoque la « crise du sermon » en refusant lui-même un tel acte d'allégeance et en appelant à son refus général. Il en profite aussi pour délégitimer le TRS, en le quittant à cette occasion. Certains observateurs postulent que ce geste faisait partie de sa stratégie de conquête du pouvoir, car ainsi, en leader souverain de tous les Polonais dans leur combat pour l'indépendance, il se plaçait au-dessus des allégeances aux empires centraux¹. D'autres énoncent un autre calcul qui aurait consisté pour Piłsudski à attendre, face à tant d'inconnues, la fin des affrontements en se contentant de patienter avant que ne se décante un rapport de forces opportun dans sa stratégie pour une indépendance totale.

Suivi dans sa décision par la totalité des effectifs des 1^{re} et 2^e brigades des Légions, il est arrêté dans la nuit du 21 au 22 juillet 1917 et interné par les Allemands dans la forteresse de Magdebourg. Les soldats stationnant dans le royaume de Pologne sont également internés, tandis que ceux de Galicie sont versés dans les effectifs de l'armée autrichienne. Environ quatre-vingt-dix officiers et sous-officiers faisant partie de la POW sont également arrêtés.

Les effets de cette situation ont une conséquence sur la suite des événements. Premièrement, un certain nombre de partisans de Piłsudski ne comprennent pas sa volte-face. Les empires centraux, quant à eux, faiblissent dans leur intention d'appuyer les Polonais. Cela entraîne la dissolution du Conseil provisoire d'État en août 1917. Le courant proche de Piłsudski continue les préparatifs à la libération dans la clandestinité. Les officiers de la POW qui n'ont pas été

1. Ryszard Kaczmarek, *Historia Polski 1914-1989* (Histoire de la Pologne 1914-1989), *op. cit.*, p. 49.

arrêtés cherchent à adapter l'organisation à ces nouvelles conditions. Une Convention du commandement en chef de la POW voit alors le jour avec à sa tête le lieutenant-colonel Edward Rydz-Śmigły. Dans la seconde moitié de 1917, les événements se précipitent puisque le 12 septembre les gouverneurs généraux représentant les deux monarchies décident d'accroître l'autonomie des Polonais dans les deux empires centraux, en instituant parallèlement un triumvirat, appelé aussitôt Conseil de régence, pour exercer le pouvoir au nom des Polonais. Son mandat doit porter sur une période transitoire devant se conclure par la désignation d'un monarque polonais. Ce Conseil de régence forme sans attendre un premier gouvernement civil. À sa tête on retrouve Jan Kucharzewski, politiquement proche de l'Union des démocrates nationaux, l'Endecja. Pendant sa brève existence – quelques mois – ce gouvernement polonaise l'administration mais échoue à mobiliser une armée régulière.

LE CHANGEMENT DE LA DONNE SUITE À LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

On connaît bien les raisons de la victoire des Bolcheviks le 7 novembre (calendrier actuel) 1917 sur les restes du régime autocratique et sur le gouvernement provisoire. Les Bolcheviks réussissent leur opération insurrectionnelle à Petrograd dans un contexte d'enlèvement pour le double pouvoir aux affaires depuis la révolution de Février. Ils se sont précisément appuyés sur le ferment révolutionnaire des couches urbaines et des armées russes à dominante paysanne ; armées démoralisées par une guerre aux objectifs incompris, éprouvées par un système hiérarchique outrancier, enfin mal approvisionnées et subissant de nombreux

échecs militaires. Débute alors une guerre civile entre d'un côté le nouveau pouvoir, dirigé par Lénine, la nouvelle armée (Armée rouge) organisée par le commissaire à la Guerre, Léon Trotski, et de l'autre, les armées d'une coalition contre-révolutionnaire (les armées « blanches »), aidée par les Occidentaux. De nombreux soldats polonais se trouvent ainsi pris dans la tourmente et rejoignent l'Armée rouge, tandis que certains leaders bolcheviques d'origine polonaise vont jouer un rôle de premier plan dans l'établissement du nouveau régime autoritaire. Le rôle répressif de Feliks Dzierżyński, fondateur et premier chef de la Commission extraordinaire panrusse de lutte contre la contre-révolution et le sabotage (la Tcheka), est le plus connu. Dans un premier temps, les Bolcheviks proclament le droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes et de fonder sur les ruines des empires leurs États nationaux. La Pologne fait partie des États qui jouissent de ce droit. Par la suite cette déclaration sera démentie, elle était faite dans le but immédiat d'affaiblir l'élan guerrier des ennemis de la jeune révolution et de démobiliser leurs armées. Plus tard, domine la doctrine de la révolution mondiale, qui justifie une nouvelle géopolitique de l'État soviétique, intéressée par l'extension de l'instabilité en Europe, voire par le basculement des États démocratiques issus de l'implosion des empires dans le camp de la révolution bolchevique. Dans l'immédiat la Déclaration des droits des nations de la Russie du 15 novembre 1917 se doit de créer l'illusion que le droit à l'autodétermination devient un principe intangible de l'ère nouvelle.

LA PAIX DE BREST-LITOVSK

Pour consolider leur victoire intérieure et accroître leur influence chez les soldats russes du front, mais aussi afin de gagner du temps, les Bolcheviks cherchent à signer une paix entre la Russie et les empires centraux. Les pourparlers se déroulant à Brest-Litovsk doivent garantir cela.

En décembre 1917, le gouvernement Kucharzewski ne réussit pas à obtenir des Bolcheviks, au moment où ces derniers lancent les pourparlers de paix, d'y représenter la cause polonaise. Les Allemands s'y sont opposés malgré l'insistance du Conseil de régence (Rada Regencyjna, établi par les deux empires centraux le 12 septembre 1917). Selon Roszkowski, ce fut aussi Léon Trotski, principal organisateur des pourparlers et numéro deux de la hiérarchie bolchevique, qui refusa aux Polonais le droit de participer aux négociations¹. Il faut dire que ce gouvernement ne disposait même pas de son propre ministère des Affaires étrangères. En revanche, comme pour contrarier les projets des Polonais, les organisateurs y ont invité les représentants de la République populaire d'Ukraine. Ceux-ci réussissent à signer des accords séparés (le 9 février 1918) avec les Bolcheviks en vertu desquels on attribue à l'Ukraine certaines régions orientales (territoire autour de Chełmno et Podlachie), le tout assorti de la promesse d'une future extension à la Galicie orientale. Il s'agit pourtant des terres que les Polonais considèrent comme leur revenant de droit pour des raisons historiques. Le 1^{er} janvier 1918, les Bolcheviks donnent l'ordre de dissoudre toutes les unités militaires polonaises présentes en Russie. La nouvelle

1. Wojciech Roszkowski, *Historia Polski 1914-2005* (Histoire de la Pologne), *op. cit.*, p. 15.

des accords de Brest-Litovsk ayant entraîné un désaveu du cabinet Kucharzewski, celui-ci, en conséquence, se dissout en février 1918.

Toutefois la faiblesse de l'Armée rouge oblige la Russie bolchevique à un grand nombre de concessions territoriales en faveur des empires centraux. C'est le 3 mars 1918 qu'est signée la paix entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche. Les Polonais considèrent aussitôt cet accord comme un nouveau partage de la Pologne, tant il est évident que la question polonaise semble y avoir eu le statut d'affaire interne à l'Allemagne. Les empires centraux profitent de la faiblesse du nouveau régime bolchevique, préoccupé par sa survie, et obtiennent une ouverture vers de vastes territoires allant de la Baltique à la mer Noire, ce qui correspond à un rêve partagé par les Allemands et les Autrichiens de construire un espace germanisé que l'on appelait aussi la Mitteleuropa. Les Allemands occupent la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, les terres polonaises de l'ex-royaume de Pologne, la Biélorussie, tandis que l'Autriche doit annexer l'Ukraine.

Dès lors, il n'est pas étonnant que le Corps auxiliaire polonais dirigé par le général Haller refuse de continuer à obéir à l'Autriche, et passe le front dans la région de Volhynie en Ukraine, où il opère une jonction avec l'armée du 2^e corps polonais ayant fait partie de l'armée russe. En mai 1918, pour la première fois depuis le début de la Grande Guerre, les soldats polonais de deux camps opposés se retrouvent ensemble, pour livrer bataille contre les Allemands. Vaincus et désarmés par ces derniers, ils sont internés. S'ensuit la dissolution par les Allemands d'autres unités polonaises. Côté russe, les rescapés du 3^e corps de l'armée opérant contre les Bolcheviks sont pourchassés par ces derniers, un certain nombre de ces soldats traversent la Russie en ébullition pour partir du port de Mourmansk

vers la France où ils se joignent à l'armée polonaise. Le général Haller, qui a suivi le même itinéraire, en prend en juillet 1918 le commandement.

Tout au long de 1918 le destin de la Pologne fluctue selon les rapports de forces entre belligérants. C'est en fin de compte l'attitude déterminée des Américains, et la position du Premier ministre britannique David Lloyd George, qui, en janvier 1918, déclare que « la Pologne indépendante constitue une nécessité pour l'existence de l'Europe occidentale », qui font entendre qu'à la fin de la guerre naîtra un État polonais reconnu par la communauté internationale.

LA FIN DE LA GRANDE GUERRE

Vers la fin de la Grande Guerre les puissances centrales cèdent militairement de plus en plus de terrain face aux pays de l'Entente. Après l'épisode des pourparlers de Brest-Litovsk, la confiance des Polonais envers les puissances centrales s'effrite. Les décisions territoriales prises à Brest refroidissent les dirigeants polonais.

À la fin de la guerre il existe plusieurs centres de commandement et d'influence politique des Polonais. Le principal, adoubé par les empires centraux, est le Conseil de régence, celui qui a nommé le gouvernement Kucharzewski, mais aussi, en date du 4 février 1918, le Conseil d'État du royaume de Pologne (dont la composition est complétée par des élections au niveau des conseils municipaux et des diétines locales). Ce même Conseil d'État s'est vu attribuer un droit de décisions exécutives et un contrôle sur l'administration. Ce conseil eut quatorze réunions jusqu'à sa dissolution en octobre 1918. Pendant cette période il élabora une première ébauche de loi fondamentale et l'esquisse d'un budget national. Après la démission du gouvernement

Kucharzewski, une certaine instabilité caractérisa les cabinets suivants, et surtout, le Conseil de régence, parrainé par les Allemands et les Autrichiens, perdit en légitimité suite à la déception ressentie par les Polonais vis-à-vis de ces empires.

Les mois de l'automne 1918 voient une radicalisation des élites polonaises qui penchent ouvertement pour une géopolitique enfin détachée du paternalisme des puissances copartageantes. Le Conseil de régence, qui n'arrive pas à maîtriser cette évolution des opinions, finit par suivre la tendance dominante. Le 7 octobre 1918 il déclare l'indépendance de la Pologne et dissout le Conseil d'État. Quelques jours plus tard le Conseil de régence prend le contrôle sur les forces armées polonaises qui dépendent jusque-là des autorités allemandes. Les événements se précipitent, puisque déjà le 27 octobre un cabinet complet est désigné ayant à sa tête Józef Świeżyński, un des principaux dirigeants du camp de l'Endecja. Mais cette fois-ci encore son gouvernement s'avère incapable de maintenir l'ordre face à une agitation quasi révolutionnaire. Le 4 novembre un autre gouvernement est formé, mais la donne change complètement lorsque, libéré de la forteresse de Magdebourg, Józef Piłsudski arrive le 10 novembre à Varsovie. Le Conseil de régence lui transmet aussitôt le commandement en chef des armées en lui attribuant le titre de chef d'État (*Naczelnik Państwa*), puis la totalité des pouvoirs civils le 14 novembre, en mettant ainsi un terme à sa propre existence. S'ensuit le désarmement des unités allemandes : les soldats quittent la Pologne centrale le 17 novembre.

EN PRUSSE

La situation n'est pas la même dans les territoires polonais sous contrôle allemand. Une élite politique d'origine polonaise participe aux institutions législatives allemandes, au Parlement du Reich (Reichstag) et à la Diète de Prusse (Landtag). La plupart de ces élus sont liés au courant de la démocratie nationale. En juillet 1918, est formé, encore dans la clandestinité, le Comité central civique qui se fixe pour objectif les préparatifs à l'indépendance. Le 11 novembre, il se transforme en un Conseil populaire, puis, quelques jours plus tard, il prend le nom de Conseil central populaire (Rada Ludowa), qui se veut la représentation de tous les Polonais sous domination allemande. Cette instance ne reconnaît pas les nouvelles autorités de Varsovie, et encore moins le pouvoir de Piłsudski car ses membres appartiennent au courant de l'Endecja. Elle fait, d'ailleurs, acte d'allégeance au Comité de Paris, dirigé par Dmowski.

LA GALICIE

Dans la partie de la Pologne occupée par l'Autriche-Hongrie, les Polonais sont relativement loyaux, c'est ainsi que la conception de l'Union d'une Pologne à souveraineté limitée – dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle triangulaire Autriche-Hongrie-Pologne – avec l'Autriche a tenu pratiquement jusqu'à l'issue de la guerre. En 1917 pourtant, un organe de coordination des différentes formations partisans polonaises (SDN, PSL, Piast, Zjednoczenie Narodowe) organise une plateforme commune basée sur l'idée d'autodétermination totale. On considère que le véritable tournant indépendantiste se produit le 15 octobre avec

la dissolution du NKN qui fut créé en 1914 à Cracovie pour incarner l'objectif d'un partenariat de trois nations sous la protection des Habsbourg.

Lorsque la monarchie des Habsbourg s'effondre définitivement en octobre 1918, toutes les forces politiques polonaises se regroupent en constituant des centres de gouvernance provisoires en Galicie (la Commission polonaise de liquidation – Polska Komisja Likwidacyjna, PKL), et en Silésie (le Conseil national – Rada Narodowa, de la principauté de Cieszyn).

À ces centres politiques provisoires, relevant de l'ancien Empire austro-hongrois, il faut ajouter la Commission provisoire de gouvernement situé à Lwów (Lviv). À la différence de ceux de la Prusse, ces centres se soumettront à l'autorité de Varsovie. Ils sont dirigés par le leader agrarien Wincenty Witos et ont pour tâche de poloniser l'administration de la monarchie en la reprenant en main. De leurs compétences relèvent aussi le désarmement des unités militaires de l'armée impériale et la formation de l'armée polonaise. L'ensemble de ces opérations de réorganisation du système de défense sont dirigées par un haut gradé issu des Légions, le général Bolesław Roja.

L'ÉPISODE DU GOUVERNEMENT DE LUBLIN

Les différentes formations de gauche, et leurs dirigeants, absents des initiatives du Conseil de régence, s'engagent également dans cette course pour le pouvoir. C'est à Lublin, plus à l'est de la Pologne, qu'ils forment dans la nuit du 6 au 7 novembre 1918 un gouvernement de coalition soutenu par le PSL Wyzwolenie et la POW. À sa tête, on retrouve Ignacy Daszyński, qui préside aux destinées du Parti social-démocrate de Galicie et d'une partie de